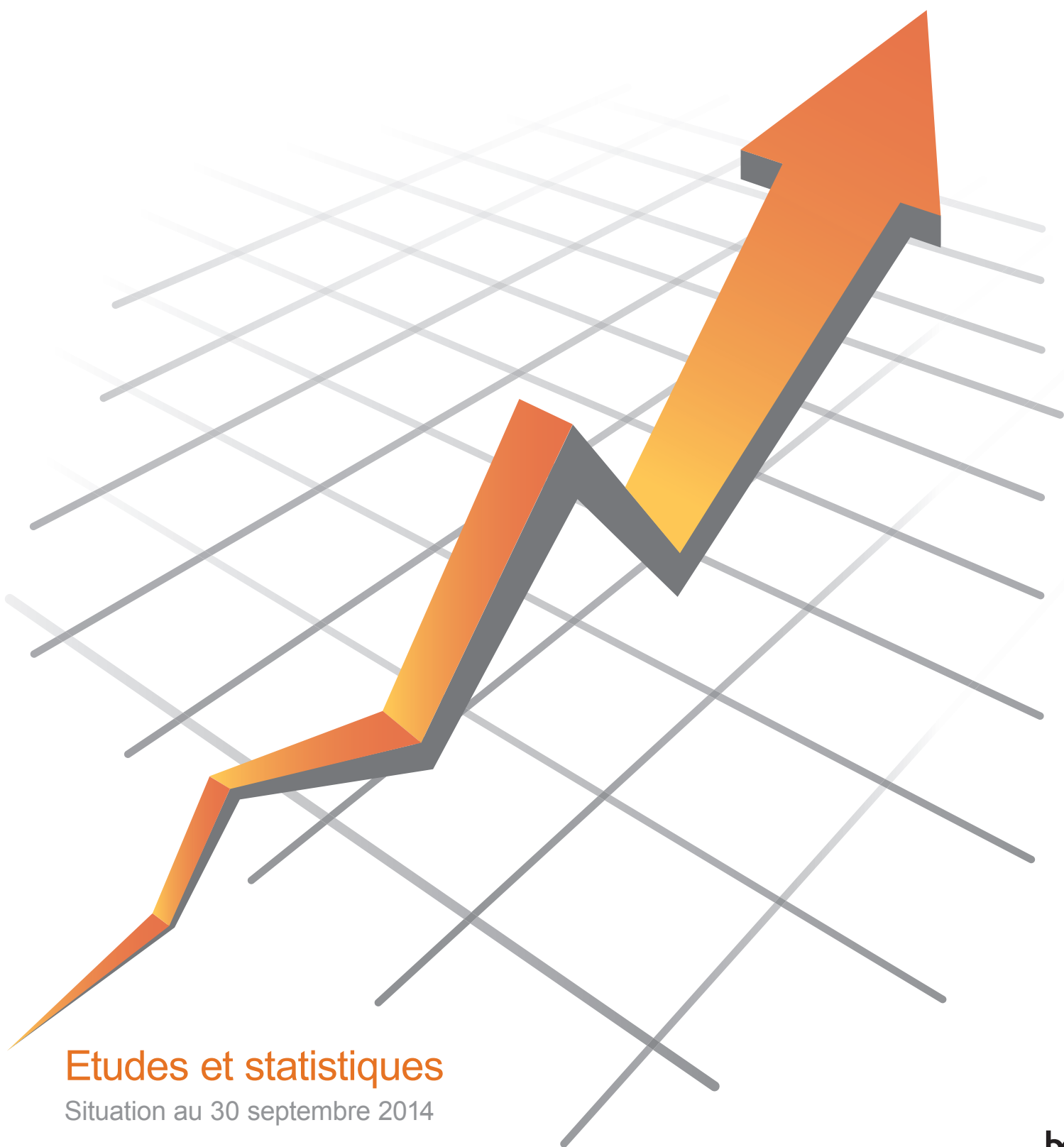


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 septembre 2014

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi ¹
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

¹ Depuis juillet 2014, la définition du « chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi » a été quelque peu élargie afin de regrouper l'ensemble des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE). Elle se rapproche ainsi davantage de la statistique publiée par les régions sous la dénomination de « demandeurs d'emploi demandeurs d'allocations (DEDA) ». Cette adaptation concerne donc à la fois nos statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles. Les séries historiques ont été reconstituées selon cette nouvelle définition de sorte qu'il n'y a pas de rupture de séries et que cela n'affecte pas les comparaisons dans le temps. Pour plus de détails sur cette nouvelle définition, veuillez vous reporter au chapitre 4.

Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 30 septembre 2014

Table des matières :

1	Evolution de la conjoncture	4
1.1	PIB	4
1.2	Baromètre de la conjoncture	5
1.3	Offres d'emploi	6
1.4	Intérim	8
2	Evolution des chômeurs temporaires	10
2.1	En unités physiques	10
2.2	En unités budgétaires	12
2.3	Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)	14
2.4	Dont suspension employés	15
2.5	Evolution du chômage temporaire par branche d'activité	16
3	Evolution des créations et des disparitions d'entreprises	17
3.1	Evolution des faillites	17
3.1.1	Avec ou sans perte d'emplois.....	17
3.1.2	Avec perte d'emplois	19
3.1.3	Emplois perdus à la suite de faillites	21
3.2	Evolution des licenciements collectifs	23
3.3	Evolution des créations d'entreprises	25
4	Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	26
4.1	Par région	26
4.2	Par sexe	28
4.3	Par classe d'âge	30
4.4	Par base d'admission	32
4.5	Par durée de chômage	34
4.6	Par catégorie familiale	36
5	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés	38
5.1	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise	40

5.2 Evolution des chômeurs âgés dispensés	41
6 Evolution des mesures pour l'emploi	42
6.1 Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)	42
6.1.1 Evolution globale selon le régime.....	42
6.1.2 Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés	43
6.1.3 Evolution des stages de transition.....	44
6.2 Titres-services	45
7 Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	46
8 Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique	47
8.1 Primes de crise et allocations de licenciement	47
8.2 Les indemnités en compensation du licenciement	48
9 Evolution des 3 groupes d'allocataires	49
10 Comparaison internationale	50
10.1 Taux de chômage	50
10.2 Evolution de l'emploi	51
11 Evolution sur 10 ans	52
11.1 Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	52
11.2 Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise	53
11.3 Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise	54
11.4 Les chômeurs temporaires	54
11.5 Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	55

1

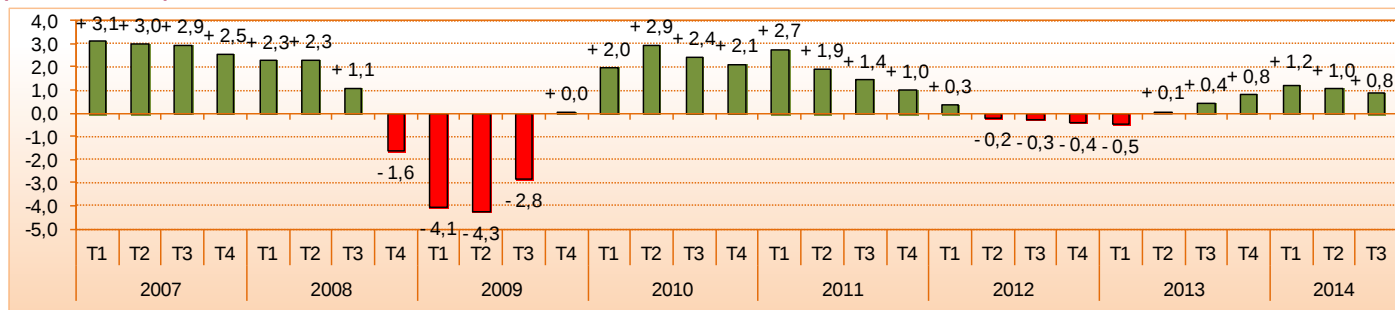
Evolution de la conjoncture

1.1

PIB

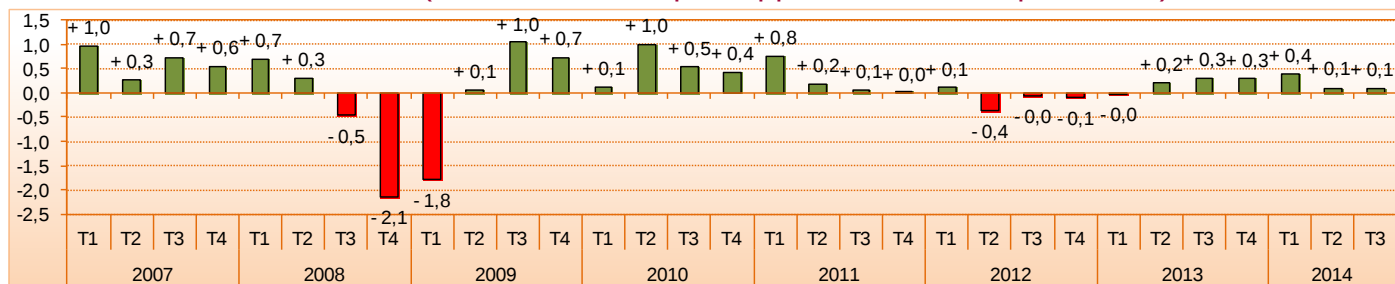
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source : BNB – PIB en volume – année de référence 2011 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+ 0,3 % sur une base annuelle et + 0,1 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie sur une base annuelle au cours des 4 trimestres suivants. Le 2^{ème} trimestre 2013 marque un tournant : le PIB renoue progressivement avec la croissance autant sur une base trimestrielle qu'annuelle. Cette croissance se renforce de trimestre en trimestre pour atteindre respectivement + 0,4 % et + 1,2 % au cours du 1^{er} trimestre de cette année. Aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2014 la croissance fléchit quelque peu, à la fois sur une base trimestrielle (+ 0,1 %) qu'annuelle (+ 1,0 % en T2 et + 0,8 % en T3 2014).

Tableau 1

Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 *		2015 *	
PIB	361 250	364 805	354 593	362 830	369 268	368 734	369 411	373 105	374 952	378 329	382 451
Evol.	+ 2,9 %	+ 1,0 %	- 2,8 %	+ 2,3 %	+ 1,8 %	- 0,1 %	+ 0,2 %	+ 1,0 %	+ 1,5 %	+ 1,4 %	+ 2,0 %

* Prévisions

Les prévisions les plus récentes² font état d'une évolution du PIB comprise entre + 1,0 % et + 1,5 % pour l'année 2014 et entre + 1,4 % et + 2,0 % pour l'année 2015.

² Bureau fédéral du Plan - Perspectives économiques 2014-2015 – 30 septembre 2014 : + 1,1 % pour 2014 et + 1,5 % pour 2015

FMI – Perspectives de l'économie mondiale - octobre 2014 : + 1,0 % pour 2014 et + 1,4 % pour 2015

IRES – Perspectives économiques 2014-2015 - juillet 2014 : + 1,5 % pour 2014 et + 2,0 % pour 2015

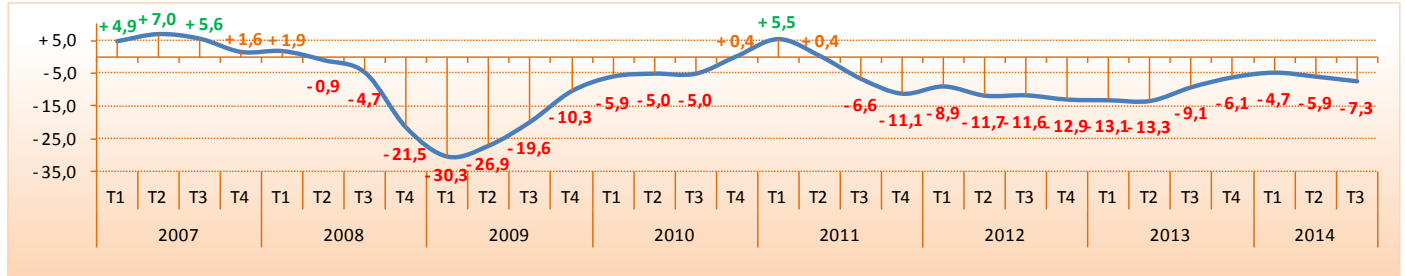
1.2

Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Evolution du baromètre de la conjoncture



Source : BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le 3^{ème} trimestre 2013, la confiance des entrepreneurs s'est de nouveau raffermie à tel point que le baromètre de la conjoncture se situe au 1^{er} trimestre 2014 au-dessus de la barre des - 5 points. Au cours des 2 derniers trimestres, on note à nouveau un léger repli. En T3 2014, le baromètre de la conjoncture affiche - 7,3 points.

1.3 Offres d'emploi

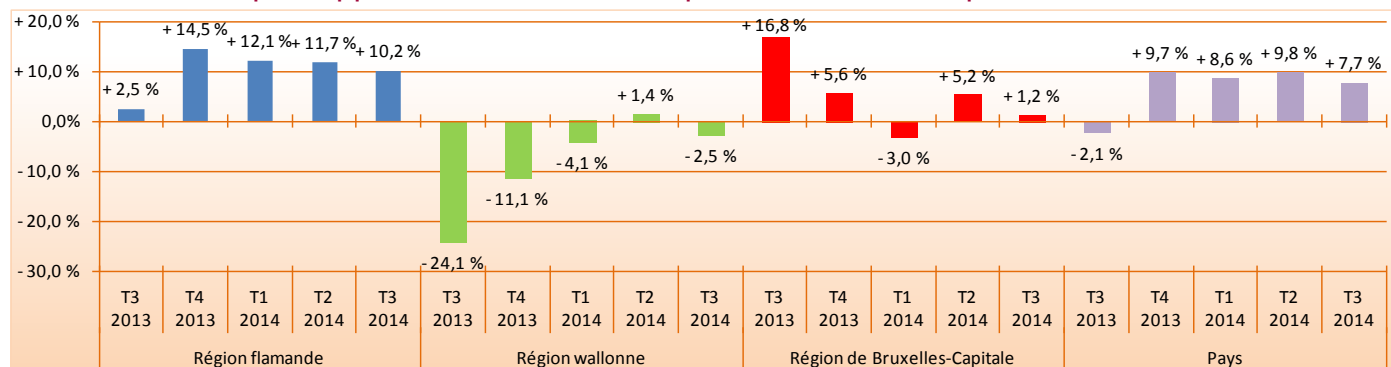
Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	72 132	18 174	3 392	93 698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73 173	20 240	3 109	96 522		T2	100	100	100	100
	T3	72 024	18 050	3 313	93 387		T3	100	100	100	100
	T4	64 332	17 183	3 315	84 830		T4	100	100	100	100
	Année	281 661	73 647	13 129	368 437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73 365	20 045	3 866	97 276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71 934	18 409	3 859	94 202		T2	98	91	124	98
	T3	66 774	19 385	3 992	90 151		T3	93	107	120	97
	T4	57 049	14 610	3 705	75 364		T4	89	85	112	89
	Année	269 122	72 449	15 422	356 993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60 359	18 879	3 854	83 092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57 971	15 232	3 364	76 567		T2	79	75	108	79
	T3	50 348	16 397	4 448	71 193		T3	70	91	134	76
	T4	48 910	13 142	3 795	65 847		T4	76	76	114	78
	Année	217 588	63 650	15 461	296 699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64 073	18 060	4 348	86 481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67 718	17 487	3 937	89 142		T2	93	86	127	92
	T3	66 333	17 417	4 872	88 622		T3	92	96	147	95
	T4	64 156	15 646	4 209	84 011		T4	100	91	127	99
	Année	262 280	68 610	17 366	348 256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79 939	19 867	4 860	104 666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83 919	19 560	5 213	108 692		T2	115	97	168	113
	T3	76 136	18 572	5 805	100 513		T3	106	103	175	108
	T4	67 429	15 563	5 255	88 247		T4	105	91	159	104
	Année	307 423	73 562	21 133	402 118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74 596	18 644	5 305	98 545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75 647	15 095	4 673	95 415		T2	103	75	150	99
	T3	63 881	17 066	4 271	85 218		T3	89	95	129	91
	T4	61 721	13 455	3 962	79 138		T4	96	78	120	93
	Année	275 845	64 260	18 211	358 316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67 143	14 660	4 706	86 509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68 249	12 813	4 334	85 396		T2	93	63	139	88
	T3	65 448	12 961	4 989	83 398		T3	91	72	151	89
	T4	70 698	11 962	4 184	86 844		T4	110	70	126	102
	Année	271 538	52 396	18 213	342 147		Année	96	71	139	93
2014	T1	75 287	14 065	4 567	93 919	2014	T1	104	77	135	100
	T2	76 215	12 993	4 560	93 768		T2	104	64	147	97
	T3	72 108	12 637	5 049	89 794		T3	100	70	152	96

Sources : VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail et depuis 2014, il en est de même pour les jobs d'étudiants. Pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous intégrons toujours ceux-ci dans le circuit normal du travail.

Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Flandre et en Wallonie. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le niveau atteint en 2011 dépassait même celui d'avant la crise.

L'année 2012 marque un revirement de tendance : le nombre d'offres d'emploi fléchit de nouveau progressivement (toutes régions confondues : - 10,9 % sur une base annuelle). Cette baisse se poursuit en Wallonie au cours des années 2013 et 2014, à l'exception d'une légère hausse en T2 2014. A l'inverse, la Région flamande enregistre une remontée du nombre d'offres d'emploi depuis le 3^{ème} trimestre 2013. En Région de Bruxelles-Capitale, le nombre d'offres d'emploi se redresse à partir du 3^{ème} trimestre 2013 et cette tendance à la hausse se maintient au cours des trimestres suivants, à l'exception d'un léger fléchissement en T1 2014.

Pour le pays, on note une hausse de 7,7 % du nombre d'offres d'emploi en T3 2014, après un trend haussier comparable déjà manifeste au cours des 3 trimestres précédents.

1.4 Intérim

Tableau 3
Evolution de l'intérim par segment

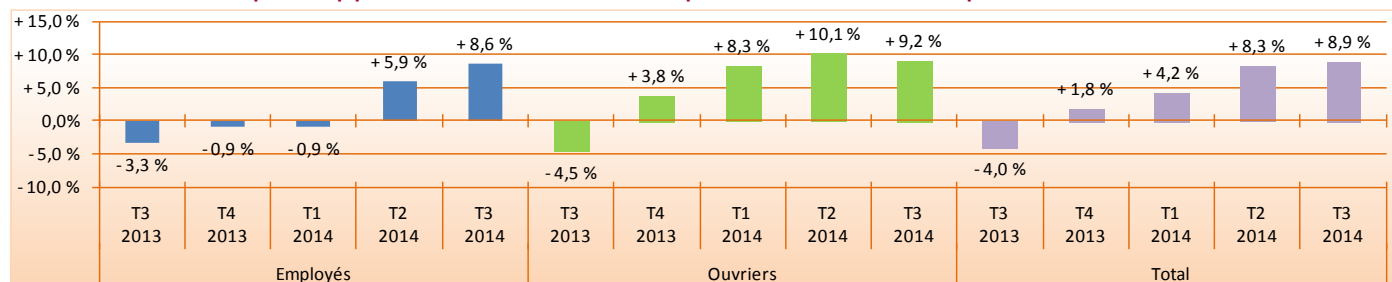
		Employés	Ouvriers	Total			Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	228 613	412 808	641 421	2007	T1	100	100	100
	T2	237 812	413 643	651 455		T2	100	100	100
	T3	239 922	403 458	643 379		T3	100	100	100
	T4	244 952	396 483	641 435		T4	100	100	100
	Année	237 825	406 598	644 423		Année	100	100	100
2008	T1	254 061	411 485	665 546	2008	T1	111	100	104
	T2	252 356	395 095	647 450		T2	106	96	99
	T3	251 340	365 776	617 115		T3	105	91	96
	T4	239 823	324 931	564 754		T4	98	82	88
	Année	249 395	374 321	623 716		Année	105	92	97
2009	T1	226 585	274 054	500 638	2009	T1	99	66	78
	T2	214 536	255 483	470 019		T2	90	62	72
	T3	207 823	264 545	472 368		T3	87	66	73
	T4	208 850	278 949	487 799		T4	85	70	76
	Année	214 449	268 258	482 706		Année	90	66	75
2010	T1	211 960	289 786	501 746	2010	T1	93	70	78
	T2	217 264	313 695	530 959		T2	91	76	82
	T3	223 332	328 526	551 858		T3	93	81	86
	T4	228 672	341 716	570 389		T4	93	86	89
	Année	220 307	318 431	538 738		Année	93	78	84
2011	T1	232 660	360 307	592 967	2011	T1	102	87	92
	T2	234 381	356 812	591 194		T2	99	86	91
	T3	234 478	345 250	579 727		T3	98	86	90
	T4	232 380	337 040	569 419		T4	95	85	89
	Année	233 475	349 852	583 327		Année	98	86	91
2012	T1	228 209	325 562	553 771	2012	T1	100	79	86
	T2	227 981	319 228	547 209		T2	96	77	84
	T3	225 959	306 801	532 760		T3	94	76	83
	T4	224 658	294 197	518 855		T4	92	74	81
	Année	226 702	311 447	538 149		Année	95	77	84
2013	T1	226 231	289 000	515 232	2013	T1	99	70	80
	T2	220 112	289 036	509 148		T2	93	70	78
	T3	218 467	292 997	511 464		T3	91	73	79
	T4	222 627	305 430	528 057		T4	91	77	82
	Année	221 859	294 116	515 975		Année	93	72	80
2014	T1	224 162	312 925	537 087	2014	T1	98	76	84
	T2	233 109	318 205	551 313		T2	98	77	85
	T3	237 235	319 822	557 058		T3	99	79	87

Source : Federgon – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.³

³ Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Graphique 5

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1^{er} trimestre 2012, la tendance s'inverse : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle dans le segment des ouvriers. Ce fléchissement s'accroît durant toute l'année 2012 et perdure jusqu'au 3^{ème} trimestre 2013.

Au 4^{ème} trimestre 2013, on assiste à un renversement du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim dans le segment des ouvriers augmente de nouveau à un an d'intervalle. Cette hausse s'accroît au cours des trimestres suivants. Au 3^{ème} trimestre 2014, elle atteint 9,2 %. Même pour le segment des employés, on note à nouveau une tendance haussière : + 5,9 % sur une base annuelle au cours du trimestre précédent et + 8,6 % au cours du trimestre actuel. Pour l'ensemble des 2 segments, la hausse atteint 8,9 % en T3 2014.

2

Evolution des chômeurs temporaires

2.1

En unités physiques

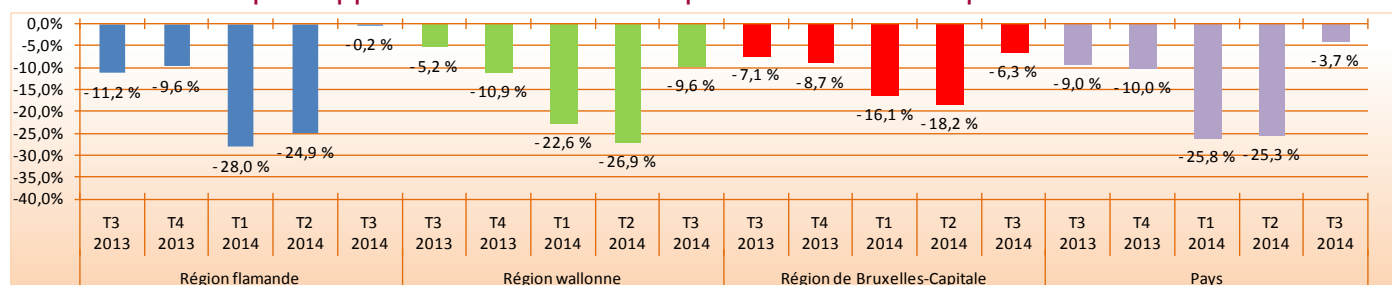
Tableau 4

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis le début de l'année 2008, on observe, à chaque fois par rapport au trimestre équivalent de l'année précédente, une augmentation du chômage temporaire. Cette hausse se marque nettement à partir du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a eu pour conséquence d'augmenter le recours au chômage temporaire pour intempéries.

Ensuite, on observe à nouveau une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et durant le 2^{ème} trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2012. Ce dernier pourcentage est toutefois plus bas que celui des 2 précédents trimestres et que la moyenne d'augmentation observée en 2012 (+ 15 %). Au 3^{ème} et au 4^{ème} trimestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse de 9 % du chômage temporaire entre le 3^{ème} trimestre de 2012 et le 3^{ème} trimestre de 2013 et de 10 % entre le 4^{ème} trimestre 2012 et le 4^{ème} trimestre 2013. Cette évolution favorable est toujours de mise durant les 1^{er} et 2^{ème} trimestres de 2014 qui connaissent une diminution de plus de 25 % par rapport aux mêmes trimestres de 2013 et aussi, mais dans une moindre mesure, au 3^{ème} trimestre 2014 (- 3,7 %).

2.2

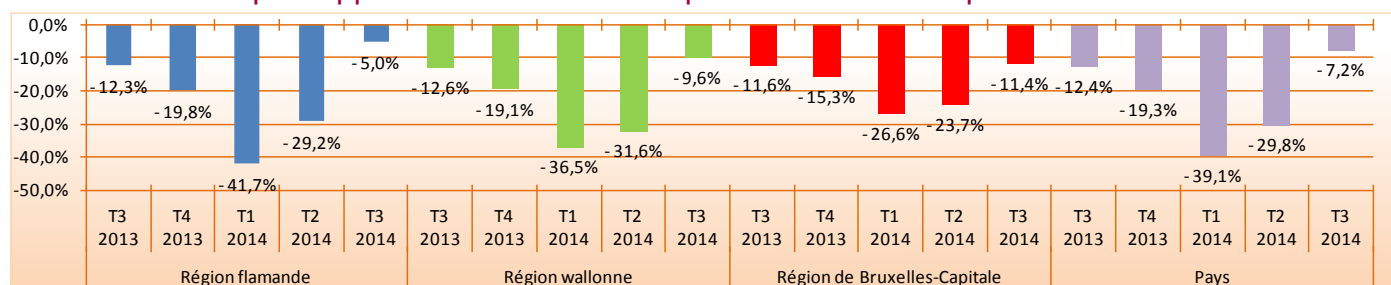
En unités budgétaires

Tableau 5
Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101

Graphique 7

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques. Dans une moindre mesure, on peut faire la même constatation pour le 2^{ème} trimestre 2013 : à un an d'intervalle, + 14,4 % en unités budgétaires et + 13,5 % en unités physiques. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2012, la diminution de 12,4 % en unités budgétaires au 3^{ème} trimestre 2013 est encore plus prononcée qu'en unités physiques (- 9 %) ce qui tendrait à confirmer l'effet de l'amélioration de la conjoncture. C'est encore davantage le cas lorsqu'on compare le dernier trimestre de l'année 2013 avec celui de 2012 et les 3 premiers trimestres 2014 avec les trimestres équivalents de 2013. On note, en effet, une diminution de 25,8 % en unités physiques et de 39,1 % en unités budgétaires entre le 1^{er} trimestre 2013 et le 1^{er} trimestre 2014, une baisse de 25,3 % en unités physiques et de 29,8 % en unités budgétaires entre le 2^{ème} trimestre 2013 et le 2^{ème} trimestre 2014 et encore, une diminution de 3,7 % en unités physiques et de 7,2 % en unités budgétaires entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014.

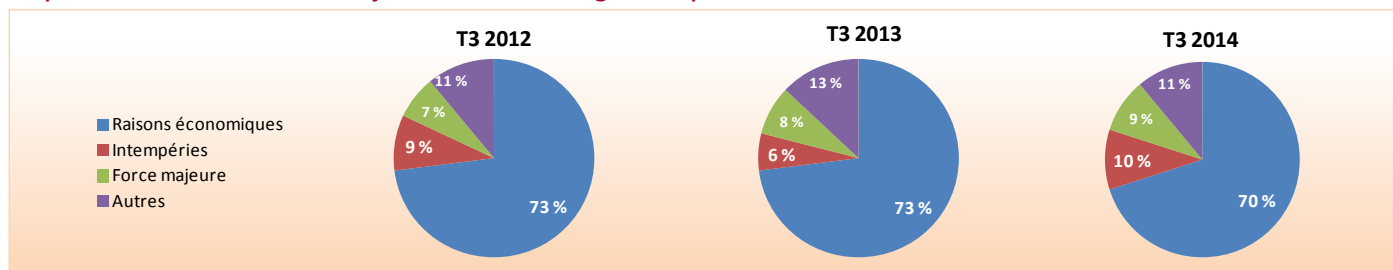
Durant le 3^{ème} trimestre 2014, la baisse en unités budgétaires est la plus forte en Région de Bruxelles-Capitale : - 11,4 % contre - 9,6 % en Région wallonne et - 5,0 % pour la Région flamande.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif⁴



Au 1^{er} semestre 2014, à un an d'intervalle, on avait enregistré une diminution conséquente du poids du chômage temporaire pour intempéries dans la totalité des jours indemnisés en chômage temporaire. On constate le phénomène inverse pour le 3^{ème} trimestre 2014. En effet, par rapport au 3^{ème} trimestre 2013, en raison de conditions climatiques plus défavorables (particulièrement en août) qu'à l'accoutumée durant ce trimestre, le chômage temporaire pour intempéries a augmenté (+ 4 points pourcent).

Le chômage temporaire pour raisons économiques a vu sa part régresser de 73 % au 3^{ème} trimestre 2013 à 70 % au 3^{ème} trimestre 2014.

Tableau 6

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (3^{ème} trimestre)⁴

T3	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2011	1 400 720	204 949	163 696	305 990	2 075 354
2012	1 615 257	210 661	161 288	248 572	2 235 778
2013	1 442 674	111 223	156 461	257 414	1 967 773
2014	1 304 833	180 074	161 808	199 258	1 845 973
Evol. 2013 - 2014	- 9,6%	+ 61,9%	+ 3,4%	- 22,6%	- 6,2%

Comme pour le 1^{er} semestre 2014, le nombre de jours indemnisés de chômage temporaire pour raisons économiques a continué de diminuer durant le 3^{ème} trimestre 2014. Par rapport au trimestre équivalent en 2013, on enregistre une diminution de 9,6 %. Par contre, comme l'évolution de la part du chômage temporaire pour intempéries l'indiquait déjà, le chômage temporaire pour ce motif en nombre de jours indemnisés a considérablement augmenté durant le 3^{ème} trimestre 2014 par rapport au même trimestre de 2013 : + 61,9 %.

⁴ Pour T3 2012 et T3 2013, il s'agit de données après vérification tandis que pour T3 2014, il s'agit de données avant vérification.

2.4

Dont suspension employés

Tableau 7

Evolution de la suspension de contrats de travail pour employés en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	1 064	599	60	1 723
	T2	1 579	893	97	2 568
	T3	1 502	683	85	2 270
	T4	1 858	1 861	90	3 808
	Année	1 501	1 009	83	2 592
2013	T1	2 991	2 151	119	5 261
	T2	3 471	2 894	185	6 550
	T3	2 633	2 140	152	4 926
	T4	2 237	2 165	121	4 524
	Année	2 833	2 338	144	5 315
2014	T1	2 177	1 989	139	4 305
	T2	1 885	1 656	137	3 678
	T3	1 302	913	109	2 325

Remarque : la série historique concernant la suspension de contrats de travail pour employés a été adaptée à partir de 2012 suite à une correction technique dans l'application chômage temporaire pour la ventilation entre ouvriers et employés.

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire a chuté de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'a pas été prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent.

On a ainsi connu une forte augmentation des suspensions employés en 2012 et surtout en 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés au cours de ces 2 années. Ces augmentations ne se retrouvent plus en 2014 qui, au contraire, enregistre au 1^{er} trimestre une baisse de 18 % par rapport au trimestre équivalent de 2013, une diminution de 44 % au 2^{ème} trimestre par rapport au même trimestre de 2013 et une baisse de pas moins de 53 % au 3^{ème} trimestre 2014 par rapport au même trimestre de 2013.

2.5

Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 8

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

Secteur	T3 2007		T3 2013		T3 2014		Evol. T3 2007 - T3 2014	Evol. T3 2013 - T3 2014
Agriculture, sylviculture et pêche	400	1,7 %	288	1,1 %	317	1,3 %	- 20,8 %	+ 10,1 %
Extraction de minerais	406	1,7 %	295	1,2 %	198	0,8 %	- 51,2 %	- 32,8 %
Industrie	6 271	26,8 %	8 420	33,2 %	6 680	28,4 %	+ 6,5 %	- 20,7 %
dont :								
fabrication de produits non métalliques	105	0,5 %	212	0,8 %	162	0,7 %	+ 53,8 %	- 23,5 %
industrie du verre	79	0,3 %	146	0,6 %	129	0,5 %	+ 63,8 %	- 11,9 %
industrie chimique	300	1,3 %	386	1,5 %	334	1,4 %	+ 11,4 %	- 13,4 %
fabrication de produits en métal	295	1,3 %	270	1,1 %	155	0,7 %	- 47,5 %	- 42,7 %
fabrication de machines/de matériel mécanique	1 405	6,0 %	3 589	14,2 %	2 768	11,8 %	+ 97,0 %	- 22,9 %
construction de machines de bureau	410	1,8 %	566	2,2 %	479	2,0 %	+ 16,7 %	- 15,4 %
construction d'automobiles	35	0,1 %	152	0,6 %	113	0,5 %	+ 225,2 %	- 25,5 %
fabrication d'instr. de précision/d'optique	2	0,0 %	1	0,0 %	1	0,0 %	- 19,7 %	+ 23,6 %
produits alimentaires, industrie des boissons	807	3,5 %	673	2,7 %	608	2,6 %	- 24,7 %	- 9,6 %
industrie du tabac	10	0,0 %	13	0,1 %	14	0,1 %	+ 38,0 %	+ 7,6 %
industrie du textile	1 262	5,4 %	965	3,8 %	781	3,3 %	- 38,1 %	- 19,1 %
industrie du cuir	32	0,1 %	24	0,1 %	20	0,1 %	- 37,3 %	- 16,5 %
industrie de la chaussure	6	0,0 %	3	0,0 %	4	0,0 %	- 37,6 %	+ 21,2 %
industrie de l'habillement	590	2,5 %	404	1,6 %	307	1,3 %	- 48,1 %	- 24,0 %
industrie du bois/fabrication de meubles	471	2,0 %	584	2,3 %	493	2,1 %	+ 4,6 %	- 15,7 %
industrie du papier	112	0,5 %	146	0,6 %	103	0,4 %	- 7,8 %	- 29,6 %
imprimerie/édition	128	0,5 %	187	0,7 %	131	0,6 %	+ 2,6 %	- 29,7 %
industrie du caoutchouc	4	0,0 %	6	0,0 %	4	0,0 %	- 3,6 %	- 35,0 %
fabrication de produits en plastique	1	0,0 %	1	0,0 %	0	0,0 %	- 87,4 %	- 91,4 %
industrie du diamant	205	0,9 %	78	0,3 %	65	0,3 %	- 68,3 %	- 17,2 %
autres industries manufacturières	13	0,1 %	14	0,1 %	10	0,0 %	- 24,1 %	- 29,5 %
Construction	7 551	32,3 %	5 092	20,1 %	6 105	26,0 %	- 19,2 %	+ 19,9 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	0,1 %	21	0,1 %	17	0,1 %	+ 2,3 %	- 15,5 %
Commerce, banques et assurances	864	3,7 %	839	3,3 %	737	3,1 %	- 14,6 %	- 12,1 %
Transports et communications	571	2,4 %	771	3,0 %	665	2,8 %	+ 16,5 %	- 13,8 %
dont :								
dockers	57	0,2 %	85	0,3 %	61	0,3 %	+ 7,1 %	- 28,0 %
Services	5 704	24,4 %	7 633	30,1 %	6 901	29,4 %	+ 21,0 %	- 9,6 %
dont :								
horeca	981	4,2 %	957	3,8 %	751	3,2 %	- 23,5 %	- 21,6 %
réparation de biens de consommation et de véhicules	203	0,9 %	206	0,8 %	195	0,8 %	- 4,0 %	- 5,2 %
services fournis aux entreprises	1 382	5,9 %	2 380	9,4 %	2 158	9,2 %	+ 56,1 %	- 9,3 %
administration publique générale	267	1,1 %	280	1,1 %	267	1,1 %	+ 0,0 %	- 4,7 %
enseignement	81	0,3 %	74	0,3 %	74	0,3 %	- 8,6 %	+ 0,3 %
santé publique et services vétérinaires	255	1,1 %	178	0,7 %	177	0,8 %	- 30,7 %	- 0,8 %
autres activités de services	162	0,7 %	166	0,7 %	155	0,7 %	- 4,2 %	- 6,7 %
autres services	2 371	10,1 %	3 392	13,4 %	3 124	13,3 %	+ 31,7 %	- 7,9 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1 593	6,8 %	1 974	7,8 %	1 884	8,0 %	+ 18,2 %	- 4,6 %
Total	23 376	100 %	25 333	100 %	23 503	100 %	+ 0,5 %	- 7,2 %

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2013, globalement, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 3^{ème} trimestre 2014 a connu une diminution de 7,2 %.

Cette baisse confirme la tendance à la baisse déjà enregistrée durant le 1^{er} semestre 2014.

La diminution se retrouve dans la plupart des secteurs hormis dans le secteur de la construction qui progresse de près de 20 % sous l'influence des intempéries. Le secteur de l'industrie diminue de 20,7 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2013 et celui des services de 9,6 %.

3

Evolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1

Evolution des faillites⁵

3.1.1

Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 9

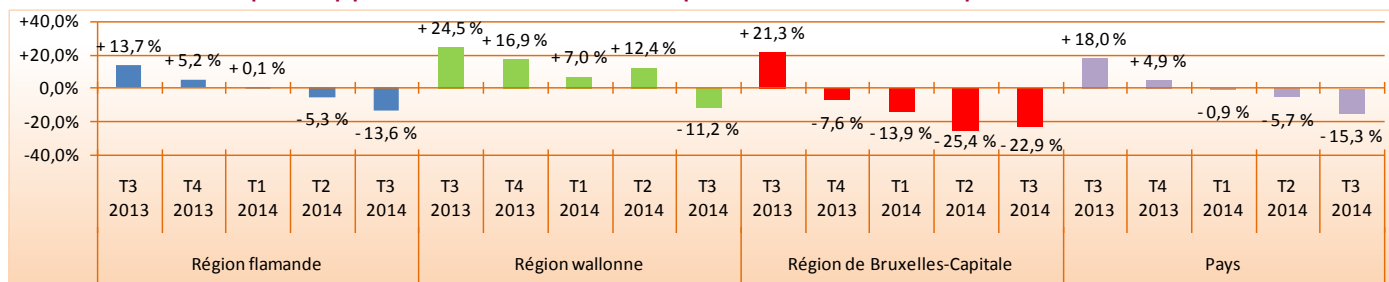
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec ou sans personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	1 001	547	373	8	1 930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	580	416	12	1 962		T2	100	100	100	100
	T3	727	400	308	2	1 440		T3	100	100	100	100
	T4	1 003	634	424	17	2 080		T4	100	100	100	100
	Année	3 683	2 161	1 521	39	7 412		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1 957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1 061	658	472	16	2 209		T2	111	113	113	113
	T3	858	450	446	6	1 765		T3	118	113	145	123
	T4	1 143	669	494	7	2 315		T4	114	106	117	111
	Année	4 008	2 365	1 829	35	8 246		Année	109	109	120	111
2009	T1	1 307	737	418	6	2 468	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 197	687	471	7	2 364		T2	126	118	113	120
	T3	875	567	433	4	1 882		T3	120	142	141	131
	T4	1 253	678	499	4	2 438		T4	125	107	118	117
	Année	4 632	2 669	1 821	21	9 152		Année	126	124	120	123
2010	T1	1 332	715	506	7	2 562	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1 305	720	474	5	2 507		T2	137	124	114	128
	T3	1 027	586	435	6	2 057		T3	141	147	141	143
	T4	1 185	699	535	6	2 425		T4	118	110	126	117
	Année	4 849	2 720	1 950	24	9 551		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 327	773	497	8	2 610	2011	T1	133	141	133	135
	T2	1 207	783	565	8	2 567		T2	127	135	136	131
	T3	1 015	653	468	5	2 141		T3	140	163	152	149
	T4	1 281	741	783	5	2 818		T4	128	117	185	135
	Année	4 830	2 950	2 313	26	10 136		Année	131	137	152	137
2012	T1	1 321	767	475	2	2 567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 401	785	525	4	2 719		T2	147	135	126	139
	T3	1 103	600	540	3	2 255		T3	152	150	175	157
	T4	1 505	797	709	5	3 025		T4	150	126	167	145
	Année	5 330	2 949	2 249	14	10 566		Année	145	136	148	143
2013	T1	1 450	934	632	6	3 023	2013	T1	145	171	169	157
	T2	1 412	748	706	2	2 872		T2	148	129	170	146
	T3	1 254	747	655	10	2 661		T3	172	187	213	185
	T4	1 584	932	655	1	3 172		T4	158	147	154	153
	Année	5 700	3 361	2 648	19	11 728		Année	155	156	174	158
2014	T1	1 452	999	544	0	2 995	2014	T1	145	183	146	155
	T2	1 337	841	527	2	2 707		T2	140	145	127	138
	T3	1 084	663	505	3	2 255		T3	149	166	164	157

⁵ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



La tendance baissière du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel que l'on retrouvait déjà en partie au cours du trimestre précédent en Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale se généralise au niveau du pays (- 15,3 % contre - 5,7 % en T2 2014). Cette baisse concerne ce trimestre l'ensemble des trois régions avec respectivement - 13,6 % et - 11,2 % en Région flamande et wallonne ; en Région de Bruxelles-Capitale, on observe à nouveau une baisse importante à un an d'écart (- 22,9 %) même si cette baisse est moindre qu'en T2 2014 (- 25,4 %).

3.1.2

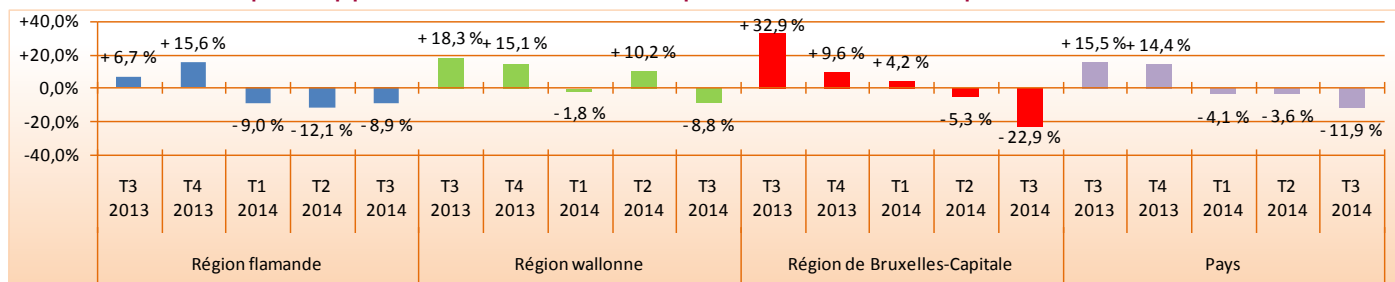
Avec perte d'emplois

Tableau 10
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 358	973	540	2 871		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 494	1 032	611	3 137		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	463	296	183	942		T4	131	105	139	123
	Année	1 778	1 177	646	3 601		Année	131	121	120	125
2010	T1	479	319	164	962	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	390	263	174	827		T3	149	136	146	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1 757	1 199	674	3 630		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	369	145	967		T2	121	145	92	123
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	341	244	1 022		T4	123	121	185	133
	Année	1 729	1 344	682	3 755		Année	127	138	126	131
2012	T1	506	361	174	1 041	2012	T1	138	149	133	140
	T2	500	346	191	1 037		T2	133	136	121	132
	T3	402	278	158	838		T3	154	143	133	146
	T4	507	351	178	1 036		T4	143	124	135	135
	Année	1 915	1 336	701	3 952		Année	141	137	130	138
2013	T1	523	440	192	1 155	2013	T1	142	182	147	156
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	126	130	129
	T3	429	329	210	968		T3	164	170	176	169
	T4	586	404	195	1 185		T4	166	143	148	154
	Année	2 027	1 495	803	4 325		Année	149	154	149	151
2014	T1	476	432	200	1 108	2014	T1	129	179	153	150
	T2	430	355	195	980		T2	115	139	123	124
	T3	391	300	162	853		T3	150	155	136	149

Graphique 10

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel affiche de nouveau également en T3 2014 une baisse par rapport à T3 2013 à la fois au niveau du pays (- 11,9 %) et dans chacune des régions : une baisse importante de 22,9 % pour la Région de Bruxelles-Capitale, de 8,8 % pour la Région wallonne et, quoique moindre que pour T1 et T2 2014, encore toujours une baisse de 8,9 % pour la Région flamande.

3.1.3

Emplois perdus à la suite de faillites

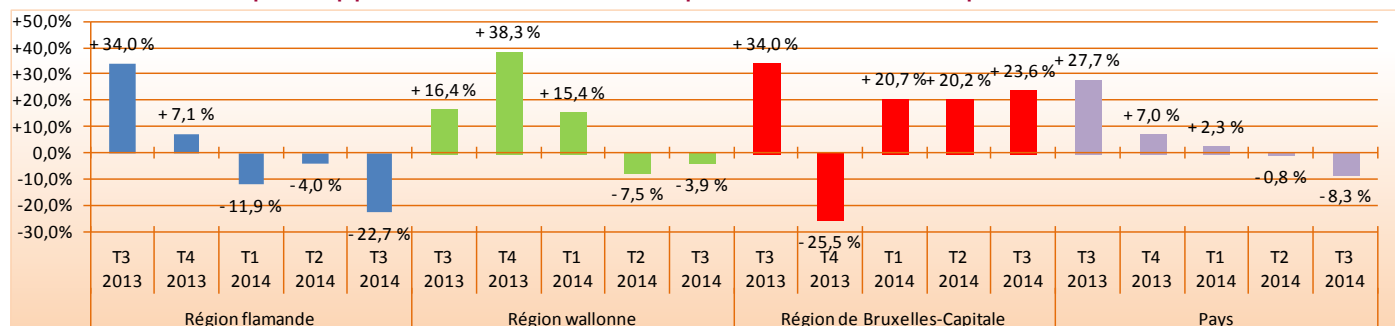
Tableau 11

Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 639	1 978	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 351	1 251	5 975		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 409	7 642	4 000	21 051		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 976	1 746	1 143	5 865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 736	7 364	3 976	22 076		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 912	920	6 536	2009	T1	140	97	72	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 378	1 901	1 660	5 939		T4	91	112	239	118
	Année	11 371	7 819	4 524	23 714		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 060	2 845	1 035	6 940	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2 804	2 162	872	5 838		T2	118	92	70	98
	T3	2 251	1 731	1 017	4 999		T3	127	107	132	120
	T4	2 809	2 104	898	5 811		T4	107	124	129	116
	Année	10 924	8 842	3 822	23 588		Année	116	116	96	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 284	964	6 315		T2	129	97	77	106
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 173	1 487	6 353		T4	103	128	214	127
	Année	11 789	8 474	5 221	25 484		Année	125	111	131	121
2012	T1	2 990	3 123	1 224	7 337	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3 633	2 050	1 282	6 965		T2	153	87	102	117
	T3	2 435	1 828	880	5 143		T3	137	113	115	124
	T4	4 331	1 912	1 853	8 096		T4	165	112	267	161
	Année	13 389	8 913	5 239	27 541		Année	142	117	131	131
2013	T1	4 096	2 691	1 234	8 021	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 264	2 127	1 179	6 570		T3	184	132	154	158
	T4	4 639	2 645	1 380	8 664		T4	177	156	199	173
	Année	15 367	9 694	5 029	30 090		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 610	3 106	1 489	8 205	2014	T1	137	157	116	139
	T2	3 232	2 064	1 486	6 782		T2	136	88	119	114
	T3	2 524	2 045	1 457	6 026		T3	142	127	190	145

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au niveau du pays, l'évolution du nombre de pertes d'emplois à la suite de faillites enregistre en T3 2014 une baisse substantielle de - 8,3 %. C'est surtout en Région flamande que le nombre d'emplois perdus diminue fortement (- 22,7 %). En Région wallonne, la baisse est moins prononcée (- 3,9 %) alors qu'en Région de Bruxelles-Capitale au contraire, on observe, à un an d'écart, une hausse du nombre d'emplois perdus (+ 23,6 %).

3.2

Evolution des licenciements collectifs

Tableau 12

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif per région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121
	T2	1 708	234	2 986	4 928		T2	303	41	1 939	381
	T3	228	873	173	1 274		T3	46	246	36	95
							2013	T3	100	100	100
							2014	T3	28	1 180	186
										186	131

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012 : 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2.

La situation est différente selon la région et le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique. Il est donc très difficile de trouver de vraies tendances.

A un an d'intervalle, au 3^{ème} trimestre 2014, la variation la plus importante du nombre de travailleurs concernés par les annonces de licenciement collectif est enregistrée en Région wallonne alors qu'en Région flamande, on note de nouveau une forte baisse.

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46
	T2	1 735	873	348	2 956		T2	207	102	348	164
	T3	540	251	183	974		T3	159	161	33	92
						2013	T3	100	100	100	100
						2014	T3	9	267	133	16

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8 044 contre 12 862). Le nombre particulièrement élevé de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif en 2012 s'est traduit en une forte hausse du nombre de notifications en 2013, en l'occurrence 15 711 soit, plus du double qu'en 2012. Ces notifications faisaient suite essentiellement à la restructuration de 5 grandes entreprises : Duferco Belgium SA et NMLK La Louvière durant le 1^{er} trimestre, Ford Genk et ses sous-traitants directs durant le 3^{ème} trimestre ainsi qu'Arcelor Mittal et Caterpillar durant le 4^{ème} trimestre.

Le nombre de travailleurs concernés au 3^{ème} trimestre 2014 par une notification de licenciement collectif affiche 974 travailleurs pour le pays ; on retrouve ainsi le bas niveau enregistré au cours du 1^{er} trimestre de cette année.

3.3

Evolution des créations d'entreprises

Tableau 14

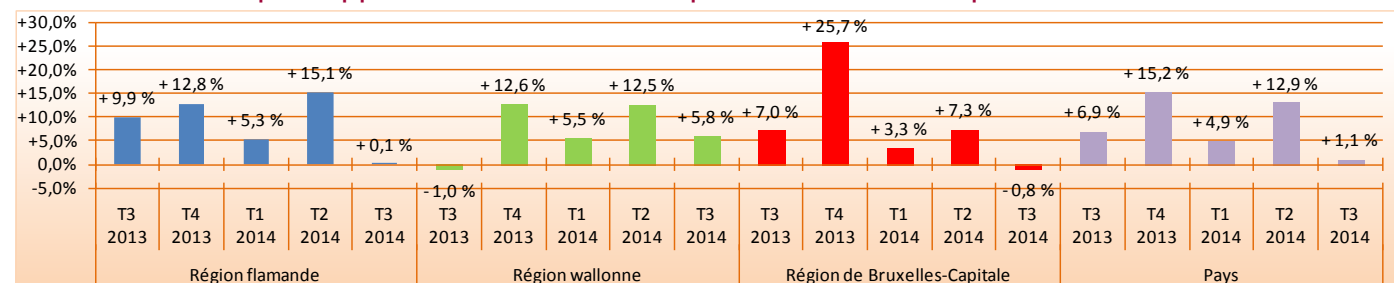
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁶

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	0	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	0	5 697		T3	96	96	97	96

Source : SPF Economie

Graphique 12

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



A l'exception de la Région wallonne où le nombre de créations d'entreprise augmente de 5,8 % en T3 2014, on observe pour les autres régions et le pays un relatif status quo.

⁶ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique ; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

4

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)⁷

4.1

Par région

Tableau 15

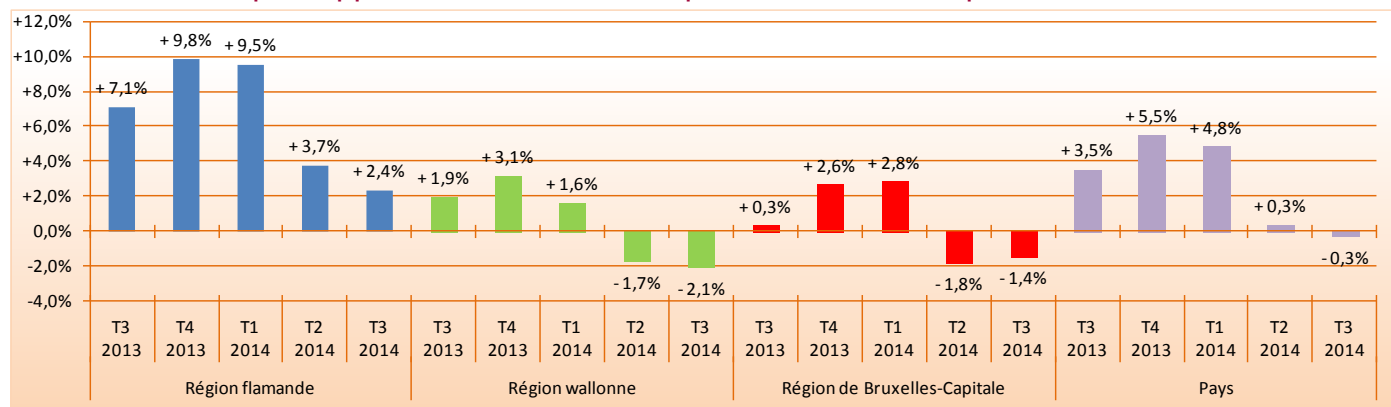
Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 353		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 917	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 265		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 827		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107	99
	T2	170 140	199 235	81 413	450 788		T2	107	94	109	101
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107	101
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111	107
	Année	173 586	202 648	81 551	457 785		Année	108	95	108	102
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110	104
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107	101
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105	101

⁷ Le groupe des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) est composé des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps plein, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base des études, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire et des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise.

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi s'élève en moyenne au 3^{ème} trimestre 2014 à 459 316 unités. Pour la 1^{ère} fois depuis le 4^{ème} trimestre 2012, on enregistre une baisse à un an d'intervalle (- 0,3 %).

Rappelons, pour l'interprétation de ces chiffres, que depuis janvier 2013, l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent bénéficier de la dispense d'inscription comme demandeur d'emploi est passé de 58 à 60 ans (voir points 4.3 et 5.2 ci-après).

On note toutefois des différences selon les régions : une hausse de 2,4 % sur une base annuelle en Région flamande, des baisses respectives de 1,4 % en Région de Bruxelles-Capitale et de 2,1 % en Région wallonne.

4.2

Par sexe

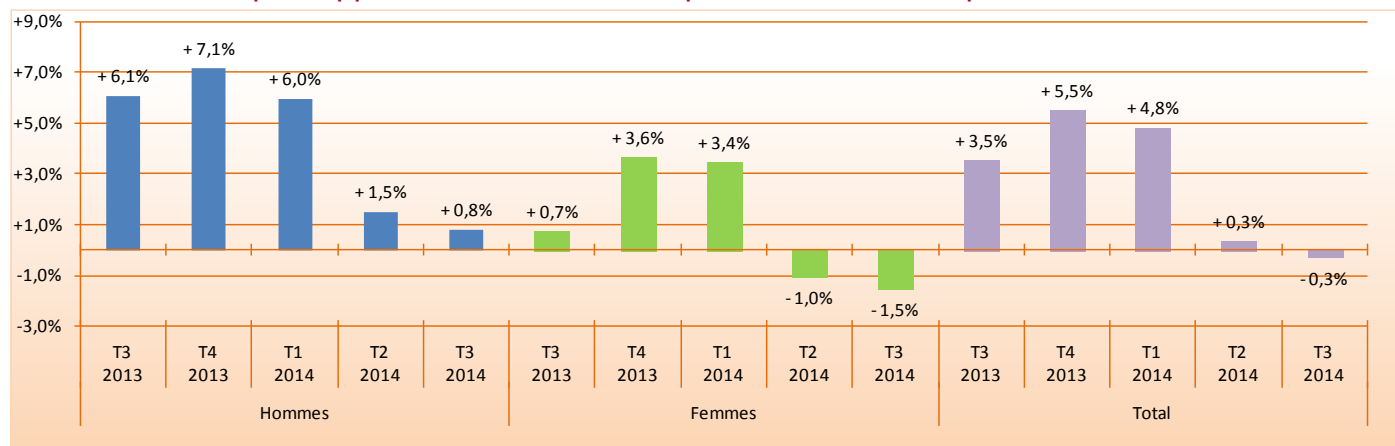
Tableau 16

Evolution des CCI-DE par sexe

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 622		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 358		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 353		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 808	454 964		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 265		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 412		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 807	452 103	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 827		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 788		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101

Graphique 14

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière différente. Le chômage complet féminin est, en effet, moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c-à-d sous le niveau d'avant la crise. Pendant une année d'affilée, le chômage complet féminin avait repris le chemin de la hausse (de T2 2013 à T1 2014) ; depuis T2 2014, il baisse à un an d'intervalle : - 1,0 % en T2 2014 et - 1,5 % en T3 2014.

En revanche, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, la hausse est continue. Toutefois, depuis le 1^{er} trimestre 2014, la hausse de tasse : + 1,5 % en T2 2014 et + 0,8 % en T3 2014.

4.3

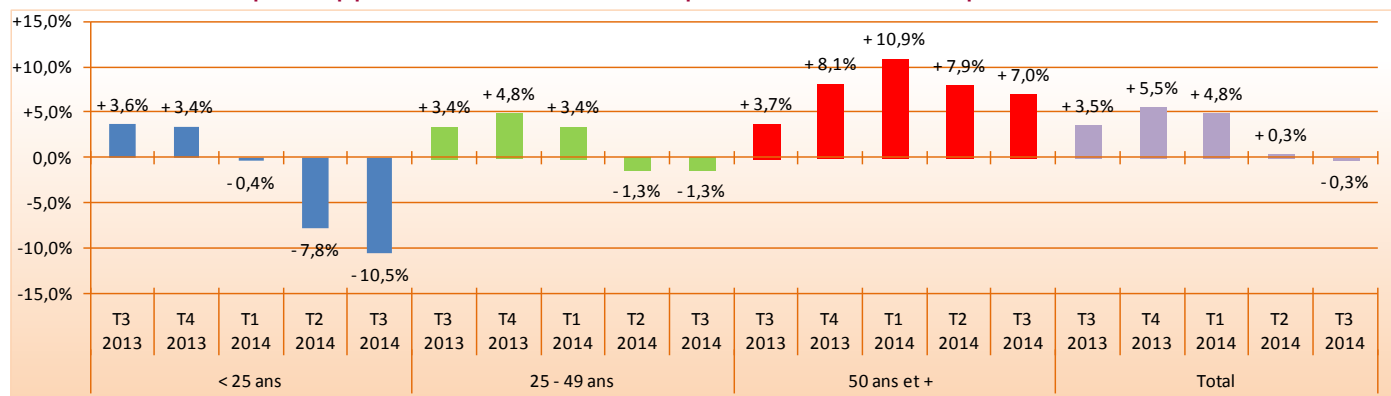
Par classe d'âge

Tableau 17
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	65 548	301 684	98 906	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	99 700	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	101 409	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	100 805	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	100 205	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	103 669	437 929	2008	T1	92	91	105	94
	T2	56 209	256 212	101 656	414 077		T2	92	90	102	93
	T3	61 542	261 814	102 618	425 974		T3	92	91	101	94
	T4	58 568	253 902	102 980	415 450		T4	97	95	102	97
	Année	59 142	261 485	102 731	423 358		Année	93	92	103	94
2009	T1	64 101	276 531	108 172	448 804	2009	T1	98	92	109	96
	T2	64 622	275 557	109 174	449 353		T2	105	97	110	101
	T3	70 895	285 288	112 061	468 245		T3	106	100	111	103
	T4	65 973	275 030	112 450	453 453		T4	109	103	112	106
	Année	66 398	278 102	110 464	454 964		Année	105	97	110	101
2010	T1	67 732	290 858	117 503	476 093	2010	T1	103	96	119	102
	T2	63 420	277 018	116 473	456 911		T2	103	97	117	103
	T3	67 145	278 971	117 138	463 254		T3	101	97	116	102
	T4	61 554	268 498	116 526	446 579		T4	102	100	116	104
	Année	64 963	278 836	116 910	460 709		Année	102	98	117	103
2011	T1	61 169	278 715	119 521	459 404	2011	T1	93	92	121	99
	T2	55 946	262 044	117 924	435 915		T2	91	92	118	98
	T3	62 254	268 162	118 849	449 265		T3	93	94	117	99
	T4	58 852	260 182	118 028	437 062		T4	97	97	117	102
	Année	59 555	267 276	118 580	445 412		Année	94	94	118	99
2012	T1	59 008	273 184	119 911	452 103	2012	T1	90	91	121	97
	T2	52 746	262 778	118 222	433 746		T2	86	92	119	97
	T3	56 417	270 031	118 499	444 947		T3	85	94	117	98
	T4	58 357	260 840	115 630	434 827		T4	97	97	115	101
	Année	56 632	266 708	118 065	441 406		Année	89	93	118	98
2013	T1	62 358	281 166	117 537	461 061	2013	T1	95	93	119	99
	T2	57 193	273 905	119 690	450 788		T2	93	96	120	101
	T3	58 457	279 166	122 935	460 558		T3	88	97	121	101
	T4	60 332	273 364	125 037	458 733		T4	100	102	124	107
	Année	59 585	276 900	121 300	457 785		Année	94	97	121	102
2014	T1	62 134	290 735	130 338	483 208	2014	T1	95	96	132	104
	T2	52 721	270 379	129 189	452 289		T2	86	95	130	101
	T3	52 293	275 531	131 492	459 316		T3	78	96	130	101

Graphique 15

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au 3^{ème} trimestre 2014, l'évolution du chômage complet, à un an d'intervalle, varie considérablement d'une classe d'âge à l'autre : elle fluctue entre – 10,5 % pour les moins de 25 ans et + 7,0 % pour les 50 ans et +.

La forte hausse enregistrée dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Cette hausse suit donc la tendance généralement observée depuis 2002, à savoir, l'augmentation du nombre de CCI-DE de 50 ans et plus qui résulte d'une part, du relèvement progressif de l'âge à partir duquel une demande de dispense peut être introduite (d'abord de 50 à 58 ans à partir de 2002 et depuis le 1^{er} janvier 2013, de 58 à 60 ans) et d'autre part, de l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge (+ 56,0 % entre T2 2004 et T2 2014)⁸. Entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2014, le nombre de CCI-DE de 50 ans et + affiche une hausse de 29,7 %.

A l'inverse, le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard. On note ainsi une poussée en 2009 (+ 15,2 % au 3^{ème} trimestre 2009) suivie d'un repli en 2010 et d'un retour à la situation d'avant la crise dès la fin 2010. Au cours de l'année 2012, en partie du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à dater du 1^{er} janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de se tasser à un an d'intervalle. Durant toute l'année 2013, le chômage complet des moins de 25 ans repart à la hausse mais dès l'année suivante, il se replie de nouveau suite à l'évolution favorable de la conjoncture et aussi probablement à l'introduction du nouveau plan Activa (voir point 6.1.2) destiné aux jeunes de moins de 27 ans (< 30ans à partir du 1^{er} janvier 2014) peu qualifiés : - 0,4 % en T1 2014, - 7,8 % en T2 2014 et - 10,5 % en T3 2014.

Le chômage complet des 25 à moins de 50 ans fluctue aussi en fonction de la conjoncture mais dans une moindre mesure que celui des moins de 25 ans. On y enregistre d'abord une baisse en 2008, à un an d'intervalle, suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 290 858 paiements enregistrés au 1^{er} trimestre 2010. Il baisse ensuite et se stabilise au cours des années 2011 et 2012. En 2013, le chômage complet des 25 à moins de 50 ans reprend le chemin de la hausse jusqu'au 1^{er} trimestre 2014. Depuis le 2^{ème} trimestre de cette année, soit après 8 trimestres consécutifs de hausse, il baisse de nouveau sur une base annuelle : - 1,3 % en T2 2014 et - 1,3 % en T3 2014.

⁸ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws)

4.4

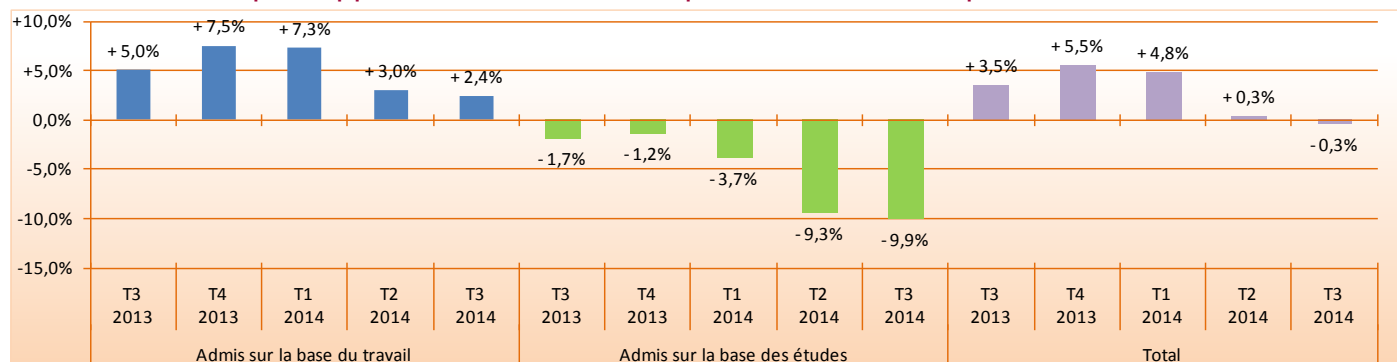
Par base d'admission

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	347 697	118 441	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	332 165	113 582	445 747		T2	100	100	100
	T3	333 409	121 213	454 622		T3	100	100	100
	T4	316 851	112 570	429 422		T4	100	100	100
	Année	332 530	116 452	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	326 846	111 082	437 929	2008	T1	94	94	94
	T2	308 560	105 517	414 077		T2	93	93	93
	T3	314 584	111 390	425 974		T3	94	92	94
	T4	309 829	105 621	415 450		T4	98	94	97
	Année	314 955	108 403	423 358		Année	95	93	94
2009	T1	340 648	108 156	448 804	2009	T1	98	91	96
	T2	342 039	107 314	449 353		T2	103	94	101
	T3	352 905	115 340	468 245		T3	106	95	103
	T4	344 491	108 962	453 453		T4	109	97	106
	Année	345 021	109 943	454 964		Année	104	94	101
2010	T1	365 156	110 937	476 093	2010	T1	105	94	102
	T2	349 260	107 651	456 911		T2	105	95	103
	T3	349 428	113 826	463 254		T3	105	94	102
	T4	339 118	107 461	446 579		T4	107	95	104
	Année	350 740	109 969	460 709		Année	105	94	103
2011	T1	352 232	107 172	459 404	2011	T1	101	90	99
	T2	334 908	101 006	435 915		T2	101	89	98
	T3	339 889	109 375	449 265		T3	102	90	99
	T4	331 960	105 102	437 062		T4	105	93	102
	Année	339 748	105 664	445 412		Année	102	91	99
2012	T1	348 022	104 081	452 103	2012	T1	100	88	97
	T2	337 073	96 673	433 746		T2	101	85	97
	T3	343 837	101 111	444 947		T3	103	83	98
	T4	333 308	101 519	434 827		T4	105	90	101
	Année	340 560	100 846	441 406		Année	102	87	98
2013	T1	357 619	103 442	461 061	2013	T1	103	87	99
	T2	353 131	97 657	450 788		T2	106	86	101
	T3	361 189	99 369	460 558		T3	108	82	101
	T4	358 441	100 291	458 733		T4	113	89	107
	Année	357 595	100 190	457 785		Année	108	86	102
2014	T1	383 622	99 586	483 208	2014	T1	110	84	104
	T2	363 687	88 601	452 289		T2	109	78	101
	T3	369 829	89 485	459 316		T3	111	74	101

Graphique 16

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis la seconde moitié de l'année 2010, la hausse du chômage complet repose uniquement sur les CCI-DE admis sur la base du travail ; en effet, au cours des 17 derniers trimestres, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études n'a fait que décroître, à un an d'intervalle, à l'exception d'un trimestre (T2 2013 : + 1,0 %).

La hausse du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est accrue progressivement au cours de l'année 2013 pour atteindre + 7,5 %, à un an d'intervalle, au 4^{ème} trimestre 2013. Depuis lors, cette hausse se tasse progressivement : + 7,3 % en T1 2014, + 3,0 % en T2 2014 et + 2,4 % en T3 2014.

A l'inverse, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études baisse de manière continue, à un an d'intervalle, et cette baisse s'accroît depuis le 1^{er} trimestre 2014 : - 3,7 % en T1 2014, - 9,3 % en T2 2014 et - 9,9 % en T3 2014. On note que cette baisse résulte actuellement à la fois d'une baisse des entrées et d'une hausse au niveau des sorties.

4.5

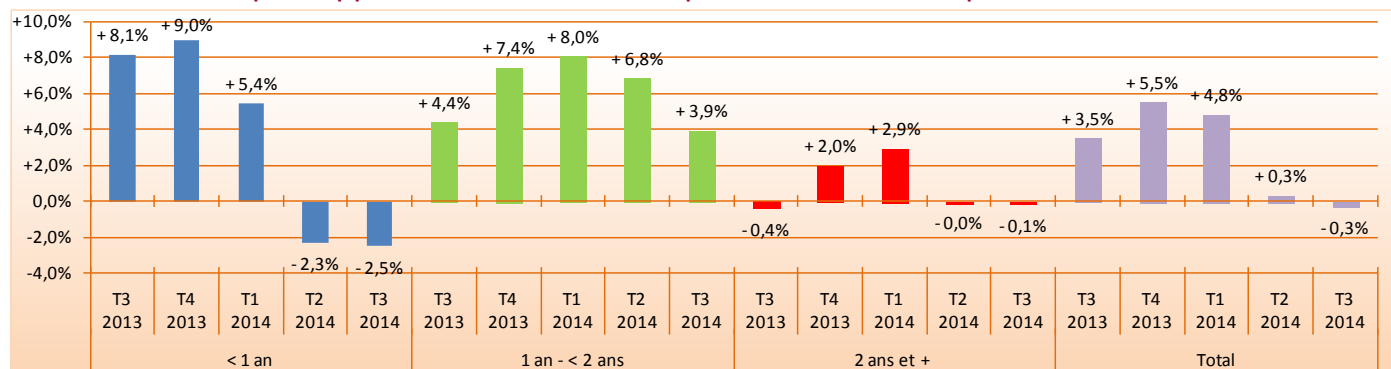
Par durée de chômage

Tableau 19
Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 358		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 353		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 383	78 879	213 003	449 265		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 548	434 827		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 084	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 788		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 966	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 403	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101

Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est à partir du 1^{er} trimestre 2009 que le chômage de courte durée entame une progression considérable à un an d'intervalle : + 15,8 % en T1 2009, + 27,8 % en T2 2009 et + 25,0 % en T3 2009. Cette hausse perdure jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie et se stabilise jusqu'en fin 2012. L'année 2013 constitue un tournant : durant toute l'année, le chômage de moins d'un an repart à la hausse, à un an d'intervalle. Au 1^{er} trimestre 2014, cette hausse atteint un sommet (188 684 paiements). Depuis le 2^{ème} trimestre 2014, le chômage de courte durée a renoué avec la baisse : - 2,3 % en T2 2014 et - 2,5 % en T3 2014.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (91 987 paiements). Au cours des 2 années suivantes, il se replie sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. Depuis le début 2013, le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau à un an d'intervalle. Au 3^{ème} trimestre 2014, la hausse à un an d'intervalle affiche 3,9 %.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. Depuis 2012, le chômage de longue durée avoisine les 200 000 paiements.

4.6

Par catégorie familiale

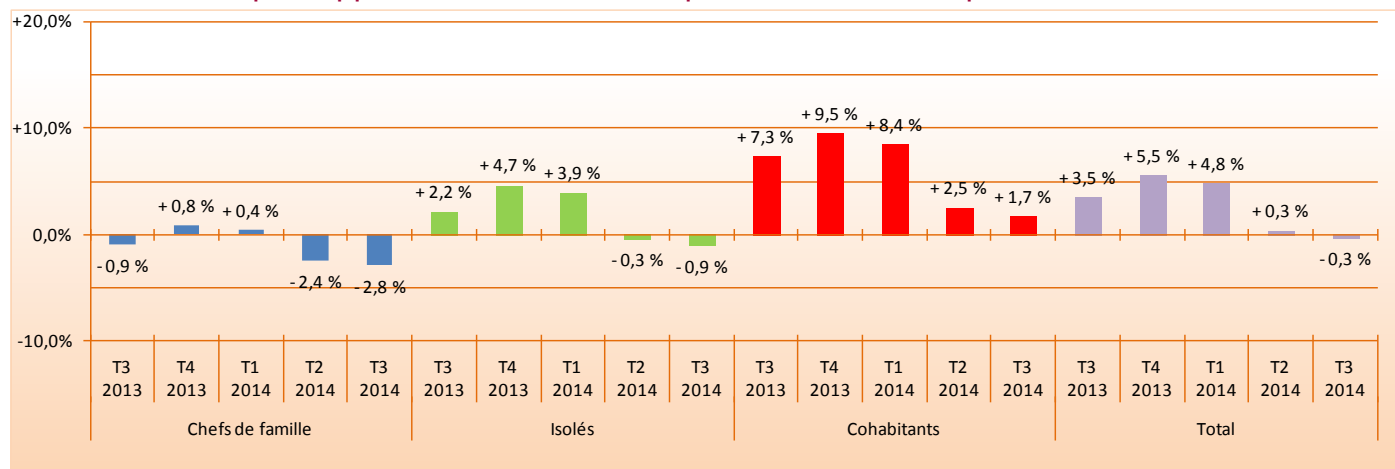
Tableau 20

Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

		Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Autres	Total			Chefs de famille	Isolés	Co-habitants	Total
2007	T1	161 929	110 226	193 829	154	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156 841	105 518	183 253	135	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	157 406	106 575	190 527	114	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 040	102 918	177 323	141	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	156 304	106 309	186 233	136	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149 838	105 449	182 483	159	437 929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143 361	100 096	170 511	109	414 077		T2	91	95	93	93
	T3	145 397	100 797	179 645	135	425 974		T3	92	95	94	94
	T4	140 942	100 131	174 212	165	415 450		T4	95	97	98	97
	Année	144 884	101 619	176 713	142	423 358		Année	93	96	95	94
2009	T1	147 093	108 152	193 433	127	448 804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147 072	108 437	193 677	166	449 353		T2	94	103	106	101
	T3	150 441	111 827	205 854	123	468 245		T3	96	105	108	103
	T4	145 065	110 426	197 797	165	453 453		T4	97	107	112	106
	Année	147 418	109 710	197 690	145	454 964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149 542	117 051	209 333	167	476 093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145 942	112 617	198 217	135	456 911		T2	93	107	108	103
	T3	147 438	112 682	203 100	35	463 254		T3	94	106	107	102
	T4	142 224	110 736	193 612	6	446 579		T4	95	108	109	104
	Année	146 286	113 272	201 065	86	460 709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144 698	114 215	200 486	5	459 404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140 040	108 634	187 235	6	435 915		T2	89	103	102	98
	T3	142 581	109 706	196 974	4	449 265		T3	91	103	103	99
	T4	137 347	107 899	191 813	3	437 062		T4	92	105	108	102
	Année	141 167	110 113	194 127	5	445 412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139 292	112 467	200 339	5	452 103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135 594	108 697	189 455	1	433 746		T2	86	103	103	97
	T3	137 822	109 589	197 537	0	444 947		T3	88	103	104	98
	T4	132 245	106 317	195 567	697	434 827		T4	89	103	110	101
	Année	136 238	109 267	195 724	176	441 406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136 049	112 680	211 633	699	461 061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134 632	110 937	205 108	111	450 788		T2	86	105	112	101
	T3	136 573	111 950	212 007	28	460 558		T3	87	105	111	101
	T4	133 312	111 270	214 134	17	458 733		T4	89	108	121	107
	Année	135 141	111 709	210 720	214	457 785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136 611	117 114	229 472	11	483 208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131 401	110 555	210 330	3	452 289		T2	84	105	115	101
	T3	132 737	110 896	215 682	2	459 316		T3	84	104	113	101

Graphique 18

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Depuis 2007, le nombre de cohabitants a augmenté de 13 % et le nombre d'isolés de 4 % ; à l'inverse, le nombre de chefs de famille a diminué de 16 %. Certains éléments du profil de ces catégories peuvent expliquer en partie ces différences telles que l'âge et la durée de chômage.

A un an d'intervalle, on enregistre au 3^{ème} trimestre 2014 une baisse des chefs de famille (- 2,8 %) et des isolés (- 0,9 %) mais une hausse des cohabitants (+ 1,7 %).

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

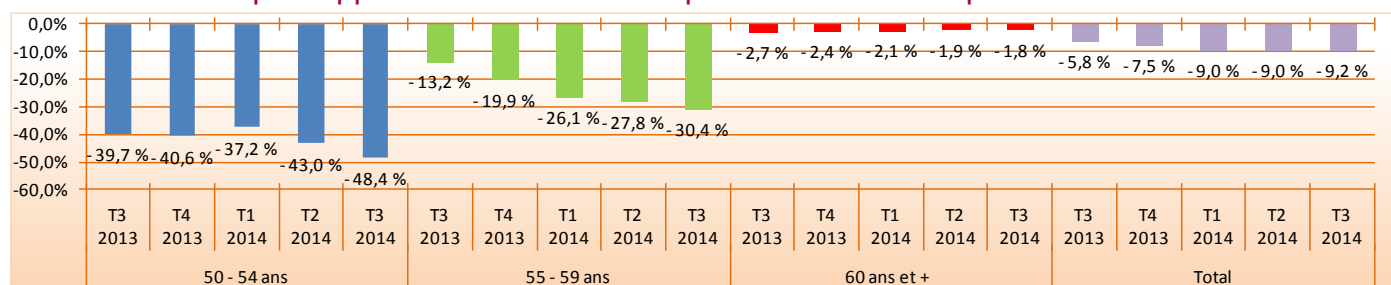
Tableau 21

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

	T3 2007		T3 2013		T3 2014		Evol. T3 2007 - T3 2014	Evol. T3 2013 - T3 2014
Sexe								
Hommes	145 541	66,2 %	113 716	63,4 %	103 569	63,6 %	- 28,8 %	- 8,9 %
Femmes	74 052	33,7 %	65 510	36,5 %	59 190	36,4 %	- 20,1 %	- 9,6 %
Age								
50 - 54 ans	3 669	1,7 %	803	0,4 %	415	0,3 %	- 88,7 %	- 48,4 %
55 - 59 ans	95 763	43,6 %	44 935	25,1 %	31 284	19,2 %	- 67,3 %	- 30,4 %
60 ans et +	120 305	54,7 %	133 522	74,5 %	131 061	80,5 %	+ 8,9 %	- 1,8 %
BC								
BC Anvers	16 816	7,7 %	13 824	7,7 %	12 581	7,7 %	- 25,2 %	- 9,0 %
BC Bruxelles	15 114	6,9 %	11 059	6,2 %	9 863	6,1 %	- 34,7 %	- 10,8 %
BC Liège	14 525	6,6 %	10 624	5,9 %	9 641	5,9 %	- 33,6 %	- 9,2 %
BC Hasselt	14 222	6,5 %	11 066	6,2 %	9 958	6,1 %	- 30,0 %	- 10,0 %
BC Gand	13 319	6,1 %	11 039	6,2 %	9 963	6,1 %	- 25,2 %	- 9,7 %
BC Charleroi	11 652	5,3 %	9 163	5,1 %	8 436	5,2 %	- 27,6 %	- 7,9 %
BC Turnhout	11 376	5,2 %	10 208	5,7 %	9 419	5,8 %	- 17,2 %	- 7,7 %
BC Vilvorde	10 838	4,9 %	9 135	5,1 %	8 319	5,1 %	- 23,2 %	- 8,9 %
BC Louvain	9 083	4,1 %	7 497	4,2 %	6 949	4,3 %	- 23,5 %	- 7,3 %
BC Malines	7 830	3,6 %	6 442	3,6 %	5 831	3,6 %	- 25,5 %	- 9,5 %
BC Courtrai	7 566	3,4 %	6 632	3,7 %	6 172	3,8 %	- 18,4 %	- 6,9 %
BC La Louvière	6 909	3,1 %	5 638	3,1 %	5 112	3,1 %	- 26,0 %	- 9,3 %
BC Nivelles	6 420	2,9 %	5 362	3,0 %	4 803	3,0 %	- 25,2 %	- 10,4 %
BC Bruges	6 385	2,9 %	5 052	2,8 %	4 548	2,8 %	- 28,8 %	- 10,0 %
BC Alost	6 016	2,7 %	4 761	2,7 %	4 280	2,6 %	- 28,9 %	- 10,1 %
BC Roulers	5 801	2,6 %	5 371	3,0 %	5 060	3,1 %	- 12,8 %	- 5,8 %
BC Saint-Nicolas	5 576	2,5 %	4 270	2,4 %	3 950	2,4 %	- 29,2 %	- 7,5 %
BC Namur	5 533	2,5 %	4 985	2,8 %	4 621	2,8 %	- 16,5 %	- 7,3 %
BC Ostende	5 469	2,5 %	4 748	2,6 %	4 286	2,6 %	- 21,6 %	- 9,7 %
BC Tongres	5 230	2,4 %	4 009	2,2 %	3 534	2,2 %	- 32,4 %	- 11,8 %
BC Mons	5 153	2,3 %	4 114	2,3 %	3 558	2,2 %	- 30,9 %	- 13,5 %
BC Tournai	4 835	2,2 %	3 909	2,2 %	3 467	2,1 %	- 28,3 %	- 11,3 %
BC Termonde	4 812	2,2 %	3 841	2,1 %	3 456	2,1 %	- 28,2 %	- 10,0 %
BC Verviers	4 524	2,1 %	3 849	2,1 %	3 487	2,1 %	- 22,9 %	- 9,4 %
BC Huy	2 831	1,3 %	2 306	1,3 %	2 138	1,3 %	- 24,5 %	- 7,3 %
BC Audenarde	2 813	1,3 %	2 630	1,5 %	2 423	1,5 %	- 13,9 %	- 7,9 %
BC Ypres	2 636	1,2 %	2 343	1,3 %	2 164	1,3 %	- 17,9 %	- 7,6 %
BC Arlon	2 382	1,1 %	2 271	1,3 %	1 983	1,2 %	- 16,7 %	- 12,7 %
BC Mouscron	2 120	1,0 %	1 587	0,9 %	1 378	0,8 %	- 35,0 %	- 13,2 %
BC Boom	1 951	0,9 %	1 527	0,9 %	1 376	0,8 %	- 29,5 %	- 9,9 %
Répartition régionale								
Région flamande	137 739	62,7 %	114 395	63,8 %	104 271	64,1 %	- 24,3 %	- 8,9 %
Région wallonne	66 884	30,4 %	53 808	30,0 %	48 625	29,9 %	- 27,3 %	- 9,6 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 114	6,9 %	11 059	6,2 %	9 863	6,1 %	- 34,7 %	- 10,8 %
Branche d'activités regroupées								
Agriculture, sylviculture, pêche	929	0,4 %	750	0,4 %	685	0,4 %	- 26,2 %	- 8,6 %
Extraction de minerais	9 760	4,4 %	6 602	3,7 %	5 824	3,6 %	- 40,3 %	- 11,8 %
Industrie de transformation	96 871	44,1 %	69 935	39,0 %	62 314	38,3 %	- 35,7 %	- 10,9 %
dont :								
<i>construction mécanique</i>	33 868	15,4 %	26 031	14,5 %	23 581	14,5 %	- 30,4 %	- 9,4 %
<i>production métallurgique</i>	8 668	3,9 %	5 174	2,9 %	4 701	2,9 %	- 45,8 %	- 9,1 %
<i>industrie chimique</i>	10 963	5,0 %	8 484	4,7 %	7 416	4,6 %	- 32,3 %	- 12,6 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 826	4,0 %	6 601	3,7 %	5 862	3,6 %	- 33,6 %	- 11,2 %
Construction	17 639	8,0 %	14 220	7,9 %	13 358	8,2 %	- 24,3 %	- 6,1 %
Electricité, eau, gaz	200	0,1 %	92	0,1 %	85	0,1 %	- 57,6 %	- 8,3 %
Commerce, banques, assurances	21 452	9,8 %	14 887	8,3 %	12 777	7,9 %	- 40,4 %	- 14,2 %
Transports, communications	6 507	3,0 %	5 773	3,2 %	5 221	3,2 %	- 19,8 %	- 9,6 %
Services	53 134	24,2 %	50 761	28,3 %	46 104	28,3 %	- 13,2 %	- 9,2 %
Activités insuffisamment décrites	13 245	6,0 %	16 240	9,1 %	16 392	10,1 %	+ 23,8 %	+ 0,9 %
Total	219 737	100 %	179 261	100 %	162 759	100 %	- 25,9 %	- 9,2 %

Graphique 19

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on additionne les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, on constate, entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, une baisse globale de 9,2 %. Notons la forte baisse de 48,4 % dans la classe d'âge des 50 à 54 ans. La part de cette classe d'âge s'est ainsi encore réduite pour ne plus représenter que 0,3 % du total des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés. Dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, on constate aussi une diminution (sur une base annuelle) plus prononcée chaque trimestre. Au 3^{ème} trimestre 2014, elle s'élève à 30,4 %. Bien que le nombre de chômeurs avec complément d'entreprise et de chômeurs âgés dispensés de 60 ans ou plus sur une base annuelle diminue aussi (- 1,8 %), leur nombre a augmenté par rapport au 2^{ème} trimestre 2007 : + 8,9 %. Cela s'explique notamment par le passage d'allocataires vers des classes d'âge plus élevées mais aussi par le relèvement de l'âge de la retraite et par des évolutions démographiques (cf. partie 4.3).

La diminution en Région flamande qui représente la part la plus importante des allocataires dans ces populations, est légèrement plus faible que dans les deux autres régions, à savoir : - 8,9 % contre respectivement - 9,6 % en Région wallonne et - 10,8 % en Région de Bruxelles-capitale.

5.1

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 22

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T3 2007			T3 2013			T3 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2 616	761	3 377	592	98	690	298	49	347
55 - 59 a.	31 736	8 300	40 036	21 817	7 417	29 234	19 552	6 854	26 405
60 a. et +	56 882	13 457	70 340	57 168	23 412	80 580	55 151	24 090	79 241
Total	91 234	22 519	113 752	79 577	30 927	110 504	75 001	30 992	105 993

Age	Evol. T3 2007 - T3 2014			Evol. T3 2013 - T3 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 88,6 %	- 93,6 %	- 89,7 %	- 49,7 %	- 50,2 %	- 49,7 %
55 - 59 a.	- 38,4 %	- 17,4 %	- 34,0 %	- 10,4 %	- 7,6 %	- 9,7 %
60 a. et +	- 3,0 %	+ 79,0 %	+ 12,7 %	- 3,5 %	+ 2,9 %	- 1,7 %
Total	- 17,8 %	+ 37,6 %	- 6,8 %	- 5,8 %	+ 0,2 %	- 4,1 %

Tableau 23

Dont les demandeurs d'emploi

Age	T3 2013			T3 2014			Evol. T3 2013 - T3 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	347	80	427	151	38	188	- 56,6 %	- 52,7 %	- 55,9 %
55 - 59 a.	2 309	1 078	3 387	2 519	1 101	3 620	+ 9,1 %	+ 2,1 %	+ 6,9 %
60 a. et +	452	248	699	718	364	1 082	+ 59,0 %	+ 46,8 %	+ 54,7 %
Total	3 108	1 406	4 513	3 388	1 502	4 890	+ 9,0 %	+ 6,9 %	+ 8,3 %

On continue d'observer, à un an d'intervalle, une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise (RCC anciennement « prépension ») dans toutes les classes d'âge (- 4,1 % en moyenne). Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est la plus importante et atteint 49,7 %. Le nombre de femmes dans ce système a, toutefois, augmenté de 0,2 % sur une base annuelle et de 37,6 % par rapport à T3 2007. Cette augmentation se situe entièrement dans la classe d'âge de 60 ans ou + et peut s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans.

En T3 2014, à un an d'intervalle, le nombre de demandeurs d'emploi RCC a augmenté de 8,3 %. Leur part par rapport à l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise s'élève à 4,6 %.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par l'évolution démographique et l'évolution de la population active. La population active âgée de 50 à 64 ans a, en effet, augmenté de 56,0 % entre T2 2004 et T2 2014 alors que celle âgée de 15 à 49 ans se stabilise (- 0,2 %).⁹

⁹ Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws) ; voir aussi point 11.2

5.2

Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 24

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

Age	T3 2007			T3 2013			T3 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	127	165	292	58	56	114	37	31	68
55 - 59 a.	25 545	30 181	55 727	7 412	8 290	15 701	2 554	2 324	4 878
60 a. et +	28 647	21 319	49 965	26 672	26 271	52 942	25 977	25 843	51 820
Total	54 319	51 665	105 984	34 141	34 616	68 757	28 568	28 198	56 766

Age	Evol. T3 2007 - T3 2014			Evol. T3 2013 - T3 2014		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 70,9 %	- 81,2 %	- 76,7 %	- 35,8 %	- 44,6 %	- 40,2 %
55 - 59 a.	- 90,0 %	- 92,3 %	- 91,2 %	- 65,5 %	- 72,0 %	- 68,9 %
60 a. et +	- 9,3 %	+ 21,2 %	+ 3,7 %	- 2,6 %	- 1,6 %	- 2,1 %
Total	- 47,4 %	- 45,4 %	- 46,4 %	- 16,3 %	- 18,5 %	- 17,4 %

A un an d'intervalle, au 3^{ème} trimestre 2014, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 17,4 %. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2007, on enregistre une baisse de 46,4 %. Entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, cette baisse se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 40,2 % pour les 50 à 54 ans, - 68,9 % pour les 55 à 59 ans et - 2,1 % pour les 60 ans et +.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le nombre de femmes âgées de 60 ans ou + a augmenté de 21,2 %, ce qui peut aussi s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes (cf. partie 5.1).

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. Cette modification réglementaire a entraîné une hausse du nombre d'entrants dans le statut de chômeurs âgés dispensés chez les 58-59 ans au cours du 4^{ème} trimestre de 2012 (5 654 entrants contre 2 822 entrants en moyenne pour les 4 trimestres précédents). Depuis lors, le nombre a diminué fortement et reste inférieur à 100 depuis T2 2013 (cf. tableau 25).

Tableau 25

Evolution des chômeurs âgés dispensés entrants par âge

		58	59	58 - 59	60	61	62	63	64	65	60 - 65	Tot.
2011	T1	2 376	306	2 682	189	113	69	50	30	1	452	3 134
2011	T2	2 290	315	2 605	189	109	66	57	27	4	452	3057
2011	T3	2 290	323	2 613	185	94	86	57	37	2	461	3074
2011	T4	2 316	350	2 666	183	109	58	60	38	1	449	3115
2012	T1	2 350	480	2 830	241	169	82	62	48	3	605	3435
2012	T2	2 373	498	2 871	230	145	81	54	47	2	559	3430
2012	T3	2 443	476	2 919	269	120	89	70	35	2	585	3504
2012	T4	4 145	1 509	5 654	414	184	109	84	53	1	845	6499
2013	T1	1 017	461	1 478	324	156	128	84	53	1	746	2224
2013	T2	59	40	99	318	153	102	57	47	1	678	777
2013	T3	47	33	80	345	146	80	73	45	1	690	770
2013	T4	43	32	75	350	140	87	68	43	2	690	765
2014	T1	61	34	95	845	539	246	144	51	3	1 828	1923
2014	T2	37	25	62	611	175	94	84	43	3	1 010	1072
2014	T3	31	23	54	639	147	112	49	37	2	986	1040

6

Evolution des mesures pour l'emploi

6.1

Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)

6.1.1

Evolution globale selon le régime

Tableau 26

Evolution des mesures pour l'emploi par régime¹⁰

	Trav. à temps partiel	Formations	Activa + WIN-WIN	Activa < 30 ans	Stage de transition	Sous-total
T3 2007	46 673	31 990	39 918	-	-	118 581
T3 2013	49 341	37 801	31 444	315	272	119 173
T3 2014	48 858	39 843	28 766	7 113	1 549	126 129
Diff. T3 2007 - T3 2014	+ 4,7 %	+ 24,5 %	- 27,9 %	-	-	+ 6,4 %
Diff. T3 2013 - T3 2014	- 1,0 %	+ 5,4 %	- 8,5 %	+ 2160,6 %	+ 470,1 %	+ 5,8 %
Part relative des régimes en T3 2007	33,5 %	22,9 %	28,6 %	-	-	85,0 %
Part relative des régimes en T3 2013	31,8 %	24,4 %	20,3 %	0,2 %	0,2 %	76,8 %
Part relative des régimes en T3 2014	30,5 %	24,9 %	18,0 %	4,4 %	1,0 %	78,8 %
	Progr. de transition profess.	SINE	Compl. de reprise du travail	Dispensés ALE	Autres	Total
T3 2007	4 974	9 075	4 931	1 347	532	139 441
T3 2013	3 981	10 740	18 744	1 399	1 200	155 236
T3 2014	3 758	10 683	16 882	1 496	1 212	160 161
Diff. T3 2007 - T3 2014	- 24,4 %	+ 17,7 %	+ 242,4 %	+ 11,1 %	+ 127,7 %	+ 14,9 %
Diff. T3 2013 - T3 2014	- 5,6 %	- 0,5 %	- 9,9 %	+ 7,0 %	+ 1,1 %	+ 3,2 %
Part relative des régimes en T3 2007	3,6 %	6,5 %	3,5 %	1,0 %	0,4 %	100 %
Part relative des régimes en T3 2013	2,9 %	7,7 %	13,4 %	1,0 %	0,9 %	100 %
Part relative des régimes en T3 2014	2,7 %	7,7 %	12,1 %	1,1 %	0,9 %	100 %

Le nombre total de paiements pour les mesures pour l'emploi augmente légèrement en T3 2014 (+3,2% par rapport à T3 2013). Cela s'explique du fait du recours toujours croissant depuis 2013 à 2 nouvelles mesures: le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés et les stages de transition (cf. parties 6.1.2 et 6.1.3). Depuis 2007, on note une hausse de 14,9 % du nombre total des bénéficiaires des mesures pour l'emploi.

Les chômeurs en formation et les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits constituent la part la plus importante dans le total des mesures pour l'emploi. Ensemble, ils représentent 55,4 % de ces mesures en T3 2014. Ensuite, on retrouve le plan Activa qui compte 35 879 paiements en T3 2014 (dont 7 113 pour le plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés) ou 20,7 % du total de ces mesures. La progression de cette nouvelle mesure compense l'effet de l'arrêt du plan d'embauche WIN-WIN et des paiements y afférents. En T3 2014, sans le nouveau plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés, Activa aurait enregistré une diminution de 8,5 % ou 2 678 unités. Du fait de cette nouvelle mesure, Activa a connu, au contraire, une hausse de 4 120 unités (+ 13,0 %).

¹⁰ NB : les mesures reprises sous 'formations' englobent à la fois des primes qui ne sont payées qu'une fois ou régulièrement. Les paiements 'ALE' repris dans ce tableau ne concernent que des travailleurs ALE dispensés de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi. Les autres travailleurs ALE sont repris sous d'autres statuts tels que, par exemple, celui de chômeur complet. En T3 2014, on recense un total de 13 057 travailleurs ALE.

6.1.2

Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

Tableau 27

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0
2013/02	0	0	0	0
2013/03	0	0	0	0
2013/04	0	0	0	0
2013/05	0	0	0	0
2013/06	0	0	0	0
2013/07	4	14	3	21
2013/08	42	149	8	199
2013/09	164	521	39	724
2013/10	327	808	67	1 202
2013/11	687	1 442	170	2 299
2013/12	717	1 529	243	2 489
2013	162	372	44	578
2014/01	817	1 834	318	2 969
2014/02	959	2 110	328	3 397
2014/03	1 197	2 516	450	4 163
2014/04	1 276	2 488	457	4 221
2014/05	1 497	3 133	466	5 096
2014/06	1 853	3 768	654	6 275
2014/07	1 875	3 642	667	6 184
2014/08	2 572	4 622	709	7 903
2014/09	2 267	4 308	678	7 253
2014	1 590	3 158	525	5 273
Répartition	30,2 %	59,9 %	10,0 %	100 %

Le Tableau 27 reprend l'évolution du nombre de paiements par mois du nouveau plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés. Au cours du 3^{ème} trimestre de cette année, on a enregistré pour cette nouvelle mesure 7 113 paiements en moyenne par mois. Sur l'ensemble de l'année 2014, la Région wallonne occupe la part la plus importante avec 59,9 % des paiements.

Tableau 28

Evolution du nombre de contrats dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ¹¹

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0
	T3	434	852	94	1 380
	T4	638	1 169	246	2 053
	Année	1 072	2 021	340	3 433
2014	T1	1 098	1 627	309	3 034
	T2	1 415	2 158	345	3 918
	T3	955	1 514	208	2 677
	Répartition	35,7 %	56,6 %	7,8 %	100 %

Depuis 2013, au total, 13 062 contrats ont été conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés.

¹¹ Des données chiffrées mensuelles relatives aux contrats conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés ne sont pas disponibles. Par contre, nous disposons de chiffres relatifs aux contrats conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés enregistrés à la fin du mois d'octobre 2014.

6.1.3

Evolution des stages de transition

Tableau 29

Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

	Contrats				Paiements			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0	0	0	0	0
2013/02	5	0	0	5	0	0	0	0
2013/03	26	0	0	26	2	0	0	2
2013/04	56	0	0	56	25	0	0	25
2013/05	87	1	2	90	99	0	2	101
2013/06	97	1	9	107	238	0	0	238
2013/07	89	1	10	100	237	3	1	241
2013/08	43	4	24	71	251	4	18	273
2013/09	42	4	26	72	246	7	48	301
2013/10	41	15	14	70	179	15	70	264
2013/11	40	15	12	67	180	20	80	280
2013/12	25	21	25	71	123	39	73	235
2013	551	62	122	735	132	7	24	163
2014/01	15	30	24	69	124	61	85	270
2014/02	37	93	31	161	93	101	116	310
2014/03	67	129	29	225	132	270	142	544
2014/04	72	227	59	358	152	370	131	653
2014/05	56	225	59	340	191	653	176	1 020
2014/06	29	163	60	252	222	912	285	1 419
2014/07	64	322	64	450	202	810	293	1 305
2014/08	20	158	45	223	198	1 163	353	1 714
2014/09	24	140	38	202	174	1 125	328	1 627
2014	384	1 487	409	2 280	165	607	212	985
Répartition	16,8 %	65,2 %	17,9 %	100 %	16,8 %	61,7 %	21,5 %	100 %

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent en tant que demandeurs d'emploi après leurs études et leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle. Le Tableau 29 reprend l'évolution mensuelle du nombre de contrats et de paiements relatifs à cette nouvelle mesure.

En 2014, jusqu'à présent, une moyenne mensuelle de 985 paiements pour stages de transition ont été effectués. Au total, on recense 3 015 contrats depuis janvier 2013.

Jusqu'à présent, en 2014, le plus grand nombre de paiements pour stages de transition a été enregistré en Région wallonne (61,7%). C'est dans cette région que l'on retrouve aussi le plus grand nombre de contrats conclus (65,2 %). La Région wallonne entame ainsi un mouvement de rattrapage par rapport à la Région flamande qui comptabilisait encore 75,2 % des contrats et 81,0 % des paiements pour stages de transition en 2013.

6.2 Titres-services

Tableau 30

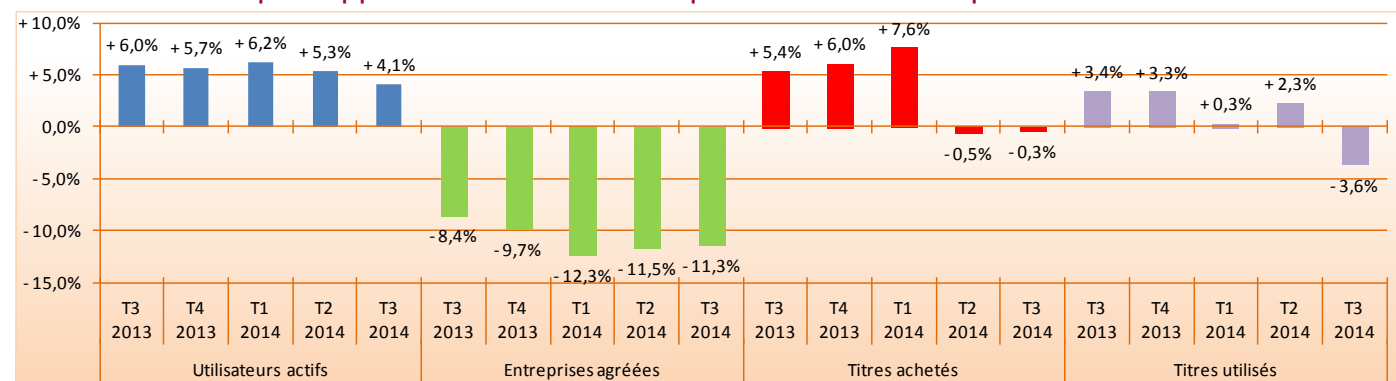
Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, d'entreprises agréées, de titres achetés et de titres utilisés

	2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T3 2013	T3 2014	Evol. T3 2013 - T3 2014
Utilisateurs actifs*	449 899	950 918	+ 111,4 %	933 650	971 835	+ 4,1 %
Entreprises agréées*	1 720	2 448	+ 42,3 %	2 512	2 228	- 11,3 %
Titres achetés	53 453 329	122 588 921	+ 129,3 %	28 332 600	28 249 709	- 0,3 %
Titres utilisés	49 187 499	121 306 927	+ 146,6 %	27 887 612	26 887 746	- 3,6 %

* Situation fin du trimestre

Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus : en 6 ans, de 2007 à 2013, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 111,4 % et le nombre de titres utilisés a crû de 146,6 %. La croissance du nombre d'utilisateurs actifs se tasse mais semble se poursuivre : entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 4,1%.

Le nombre de titres achetés se tasse pour la seconde fois d'affilée (-0,3% en T3 2014 par rapport à T3 2013) mais il est difficile d'estimer l'influence sur cette baisse de l'achat anticipatif de titres-services en prévision des hausses de prix du 1^{er} janvier 2013 et du 1^{er} janvier 2014. Le nombre de titres utilisés suit également un trend baissier (-3,6% en T3 2014) après une période constante de hausse.

Quant au nombre d'entreprises agréées, il diminue une nouvelle fois au cours de ce trimestre (- 11,3 %) et ce en raison notamment d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises.

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

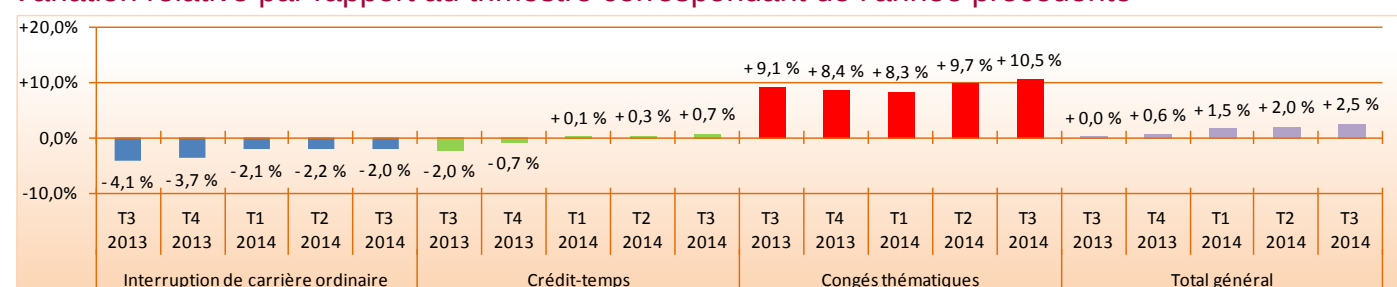
Tableau 31

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps par formule

		2007	2013	Evol. 2007 - 2013	T3 2013	T3 2014	Evol. T3 2013 - T3 2014
Interruption de carrière ordinaire	complète	8 447	5 177	- 38,7 %	5 101	4 843	- 5,1 %
	mi-temps	36 838	31 962	- 13,2 %	31 238	29 987	- 4,0 %
	réd.1/3 ^{ème} temps	907	1 030	+ 13,7 %	1 022	1 005	- 1,7 %
	réd.1/4 ^{ème} temps	2 347	2 271	- 3,2 %	2 251	2 090	- 7,1 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	23 242	29 385	+ 26,4 %	29 267	29 586	+ 1,1 %
	Total	71 781	69 826	- 2,7 %	68 879	67 511	- 2,0 %
Crédit-temps	complète	11 452	6 018	- 47,4 %	6 042	5 783	- 4,3 %
	mi-temps	32 094	35 132	+ 9,5 %	34 736	32 890	- 5,3 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	68 122	91 577	+ 34,4 %	91 577	94 622	+ 3,3 %
	Total	111 668	132 728	+ 18,9 %	132 356	133 295	+ 0,7 %
Congés thématiques	congé parental	34 111	53 235	+ 56,1 %	55 141	60 567	+ 9,8 %
	assistance médicale	5 554	13 470	+ 142,5 %	13 071	14 817	+ 13,4 %
	soins palliatifs	205	269	+ 31,6 %	241	269	+ 11,6 %
	Total	39 870	66 974	+ 68,0 %	68 454	75 653	+ 10,5 %
Total général		223 319	269 527	+ 20,7 %	269 689	276 459	+ 2,5 %

Graphique 21

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2013, le nombre de paiements relatifs à l'interruption de carrière et au crédit-temps a augmenté de 20,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation (+ 68 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 26,4 %) et dans celui du crédit-temps (+ 34,4 %). Par contre, sur cette période, l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet diminuent respectivement de 38,7 % et 47,4 %.

Entre le 3^{ème} trimestre 2013 et le 3^{ème} trimestre 2014, on enregistre une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps et congé thématique de 2,5 %.

Cette hausse est sensible pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre des congés thématiques (+ 10,5 %), à savoir le congé parental, l'assistance médicale ou les soins palliatifs. Depuis le début de l'année, on observe toujours une légère tendance à la baisse pour l'interruption de carrière et une remontée légère du crédit-temps. A un an d'intervalle, au 3^{ème} trimestre 2014, on enregistre une hausse de 0,7 % pour le crédit-temps et une baisse de 2,0 % pour l'interruption de carrière ordinaire.

Durant le 3^{ème} trimestre 2014, par rapport au 3^{ème} trimestre 2013, les interruptions complètes et à mi-temps diminuent toujours, tant pour l'interruption de carrière que pour le crédit-temps. Les réductions d'1/5 temps suivent la tendance inverse : + 1,1 % pour l'interruption de carrière ordinaire et + 3,3 % pour les bénéficiaires du crédit-temps.

8

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique

8.1

Primes de crise et allocations de licenciement

Tableau 32

Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	
2010	T1	349	237	42	628					628
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768		1 081	1 023	129	2 233
	T2	1 136	717	332	2 185		4 220	3 547	803	8 570
	T3	477	189	128	794		4 279	3 045	813	8 137
	T4	239	104	59	402		5 217	3 340	749	9 306
	Année	1 579	1 079	380	3 037		3 699	2 739	624	7 062
2013	T1	151	66	57	274		7 022	4 458	1 002	12 482
	T2	89	41	29	159		7 204	4 731	1 265	13 200
	T3	46	21	17	84		6 478	3 875	1 116	11 469
	T4	36	20	8	64		6 796	4 430	1 067	12 293
	Année	81	37	28	145		6 875	4 374	1 113	12 361
2014	T1	30	18	7	55		7 677	5 130	1 342	14 149
	T2	12	16	5	33		4 908	3 600	1 082	9 590
	T3	7	7	9	23		4 007	2 402	781	7 190
	Répartition	30,4 %	30,4 %	39,1 %	100 %		55,7 %	33,4 %	10,9 %	100 %

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux licenciements avant 2012 sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure remplaçait la prime de crise mais elle est, à son tour, remplacée progressivement, depuis le 1^{er} janvier 2014 par une autre indemnité. Les ouvriers dont le contrat de travail débutait après le 31 décembre 2013 n'ont en majorité plus droit à l'allocation de licenciement mais bien à une indemnité en compensation du licenciement (cf. partie 8.2).

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 3^{ème} trimestre 2014, seulement 23 primes ont encore été payées.

Au cours du 3^{ème} trimestre 2014, un total de 7 190 allocations de licenciement ont été payées. Du fait du remplacement progressif de cette mesure, le nombre des paiements continue de diminuer (- 37,3 % ou - 4 279 paiements par rapport à T3 2013).

55,7 % des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 33,4 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 10,9 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

8.2

Les indemnités en compensation du licenciement

Tableau 33

Evolution du nombre de paiements d'indemnités en compensation de licenciement

	Payée en plusieurs fois	Payées en 1 fois	Total
2014/01	0	0	0
2014/02	0	0	0
2014/03	0	81	81
2014/04	0	111	111
2014/05	0	186	186
2014/06	6	237	243
2014/07	203	184	387
2014/08	441	177	618
2014/09	731	182	913
2014	1 381	1 158	2 539

En vue de l'harmonisation des règles des préavis dans le cadre de la mise place d'un statut unique pour les ouvriers et les employés, un certain nombre d'ouvriers peuvent sous certaines conditions bénéficier d'une indemnité en compensation du licenciement. Cette indemnité est due aux travailleurs dont la durée du préavis est au moins en partie basée sur l'ancienneté acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette mesure remplace progressivement ainsi l'allocation de licenciement.

La différence entre le montant auquel le travailleur a droit en vertu du nouveau régime et le montant payé par l'employeur est octroyé par l'ONEM à titre d'indemnité en compensation du licenciement. Le paiement de celle-ci s'effectue par mois ou en une seule fois. Au cours des 3 trimestres de cette année, déjà 2 539 paiements ont été effectués.

Evolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 34

Evolution globale des 3 groupes d'allocataires

	T3 2007	T3 2013	T3 2014	Evol. T3 2007 - T3 2014	Evol. T3 2013 - T3 2014
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	695 449	651 356	631 865	- 9,1 %	- 3,0 %
Demandeurs d'emploi	454 622	460 558	459 316	+ 1,0 %	- 0,3 %
Non-demandeurs d'emploi	240 828	190 798	172 549	- 28,4 %	- 9,6 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	258 848	292 407	293 573	+ 13,4 %	+ 0,4 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	99 438	117 233	112 846	+ 13,5 %	- 3,7 %
Travailleurs à temps partiel	19 969	19 937	20 566	+ 3,0 %	+ 3,2 %
Mesures d'activation et de formation	46 673	49 341	48 858	+ 4,7 %	- 1,0 %
	92 767	105 895	111 303	+ 20,0 %	+ 5,1 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	225 292	270 173	276 770	+ 22,8 %	+ 2,4 %
Crédit-temps	112 509	132 356	133 295	+ 18,5 %	+ 0,7 %
Interruption de carrière ordinaire	71 564	68 879	67 511	- 5,7 %	- 2,0 %
Formes spécifiques	40 530	68 454	75 653	+ 86,7 %	+ 10,5 %
Prépension à mi-temps	688	484	311	- 54,8 %	- 35,7 %
Total des 3 groupes	1 179 589	1 213 936	1 202 208	+ 1,9 %	- 1,0 %

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le nombre total d'allocataires a progressé de 1,9 %. Le groupe des 'Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise' a diminué de 9,1 %. Au sein de ce groupe, le sous-groupe des non-demandeurs d'emploi a régressé de 28,4 %.

Des 3 grands groupes, c'est celui des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' qui augmente le plus (+ 22,8 %). Au sein de ce groupe, ce sont les allocataires ayant recours aux 'Formes spécifiques' qui progressent le plus (+ 86,7 %) suivis des 'Travailleurs en crédit-temps' : + 18,5 %

Le groupe des 'Travailleurs soutenus par l'ONEM' a également augmenté entre le 3^{ème} trimestre 2007 et le 3^{ème} trimestre 2014 : + 13,4 %. Dans ce groupe, ce sont surtout les allocataires bénéficiant des 'Mesures d'activation et de formation' qui ont le plus progressé (+ 20 %) suivis des allocataires en 'Chômage temporaire' : + 13,5 %. Dans le groupe des travailleurs aménageant leur temps de travail, on retrouve, durant cette période, les diminutions les plus fortes d'allocataires chez les 'Prépensionnés à mi-temps' (- 54,8 %) et dans une moindre mesure dans le sous-groupe 'Interruption de carrière ordinaire' (- 5,7 %).

Sur base annuelle, les différences sont nettement moins marquées. On constate bien une régression de 1,0 % du nombre total d'allocataires et en particulier, une diminution du nombre d'allocataires dans le groupe des 'Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise' (- 3,0 %).

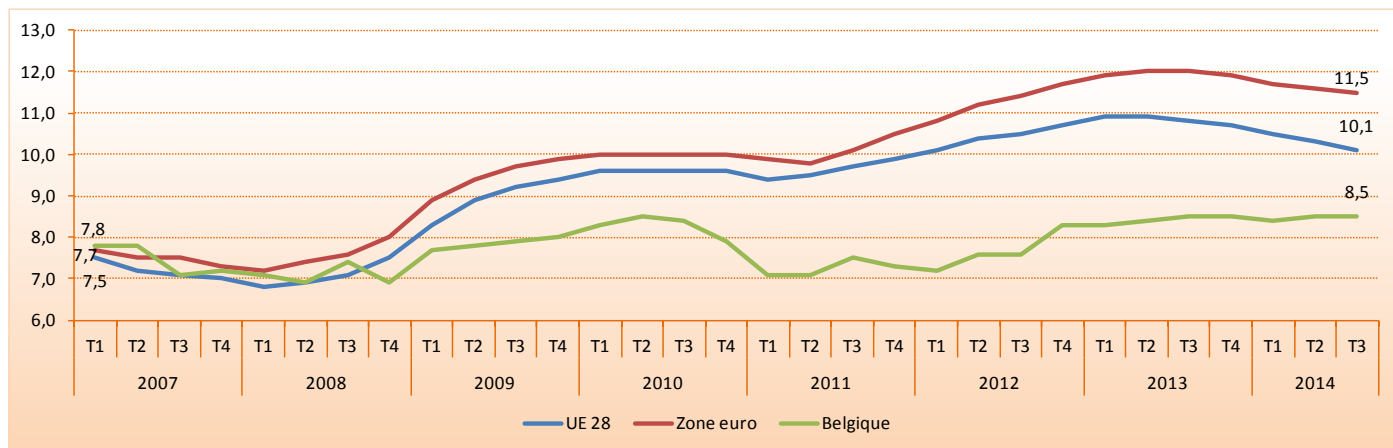
Comparaison internationale

10.1

Taux de chômage

Graphique 22

Evolution des taux de chômage harmonisés en Belgique et en Europe



Source : Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

Le taux de chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009 et a davantage diminué en 2010 et 2011. Il n'est reparti à la hausse qu'en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,5 % en T3 2014) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 0,7 point pourcent. Au cours de la même période, l'augmentation est beaucoup plus forte dans l'Union européenne et dans la Zone euro : respectivement 2,6 et 3,7 points pourcent.

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 35

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

UE 28			Zone euro			Belgique			UE 28			Zone euro			Belgique		
2007	T1	216 921	141 983	4 348	2007	T1	100	100	100	2007	T1	100	100	100	2007	T1	100
	T2	220 262	144 150	4 345		T2	100	100	100		T2	100	100	100		T2	100
	T3	222 768	145 609	4 385		T3	100	100	100		T3	100	100	100		T3	100
	T4	222 026	145 345	4 443		T4	100	100	100		T4	100	100	100		T4	100
Année		220 494	144 272	4 380	Année		100	100	100	Année		100	100	100	Année		100
2008	T1	220 966	144 575	4 450	2008	T1	102	102	102	2008	T1	102	102	102	2008	T1	102
	T2	223 105	145 747	4 414		T2	101	101	102		T2	101	101	102		T2	102
	T3	224 817	146 758	4 465		T3	101	101	102		T3	101	101	102		T3	102
	T4	222 940	145 613	4 455		T4	100	100	100		T4	100	100	100		T4	100
Année		222 957	145 673	4 446	Année		101	101	101	Année		101	101	101	Année		101
2009	T1	218 751	142 785	4 418	2009	T1	101	101	102	2009	T1	101	101	102	2009	T1	102
	T2	219 464	143 164	4 396		T2	100	99	101		T2	100	99	101		T2	101
	T3	219 620	142 878	4 415		T3	99	98	101		T3	99	98	101		T3	101
	T4	218 483	142 706	4 454		T4	98	98	100		T4	98	98	100		T4	100
Année		219 079	142 883	4 421	Année		99	99	101	Année		99	99	101	Année		101
2010	T1	215 350	141 134	4 470	2010	T1	99	99	103	2010	T1	99	99	103	2010	T1	103
	T2	217 730	142 187	4 443		T2	99	99	102		T2	99	99	102		T2	102
	T3	218 934	142 624	4 488		T3	98	98	102		T3	98	98	102		T3	102
	T4	217 870	142 372	4 554		T4	98	98	102		T4	98	98	102		T4	102
Année		217 471	142 079	4 489	Année		99	98	102	Année		99	98	102	Année		102
2011	T1	216 288	141 412	4 454	2011	T1	100	100	102	2011	T1	100	100	102	2011	T1	102
	T2	218 631	143 047	4 544		T2	99	99	105		T2	99	99	105		T2	105
	T3	219 159	143 136	4 489		T3	98	98	102		T3	98	98	102		T3	102
	T4	218 018	142 493	4 551		T4	98	98	102		T4	98	98	102		T4	102
Année		218 024	142 522	4 509	Année		99	99	103	Année		99	99	103	Année		103
2012	T1	215 658	140 793	4 502	2012	T1	99	99	104	2012	T1	99	99	104	2012	T1	104
	T2	218 022	141 934	4 525		T2	99	98	104		T2	99	98	104		T2	104
	T3	219 262	142 372	4 536		T3	98	98	103		T3	98	98	103		T3	103
	T4	217 622	141 261	4 533		T4	98	97	102		T4	98	97	102		T4	102
Année		217 641	141 590	4 524	Année		99	98	103	Année		99	98	103	Année		103
2013	T1	214 770	139 383	4 487	2013	T1	99	98	103	2013	T1	99	98	103	2013	T1	103
	T2	217 463	140 871	4 549		T2	99	98	105		T2	99	98	105		T2	105
	T3	218 885	141 427	4 559		T3	98	97	104		T3	98	97	104		T3	104
	T4	218 052	140 866	4 526		T4	98	97	102		T4	98	97	102		T4	102
Année		217 292	140 637	4 530	Année		99	97	103	Année		99	97	103	Année		103
2014	T1	215 898	139 635	4 506	2014	T1	100	98	104	2014	T1	100	98	104	2014	T1	104
	T2	218 673	141 320	4 544		T2	99	98	105		T2	99	98	105		T2	105

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

L'emploi s'est apprécié de 5 % en Belgique au cours du 2^{ème} trimestre 2014 par rapport au 2^{ème} trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus ou au même niveau qu'en 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en dessous du niveau de 2007 et n'a donc toujours pas réussi, à ce jour, à retrouver ce niveau. L'emploi dans la Zone euro a reculé de 2 % en T2 2014 par rapport à T2 2007.

11

Evolution sur 10 ans

11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 36

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris 50-59*	
2005	78 541	338 164	80 411	164 413	205 029	54 391	497 116	581 118	10,1 %
2006	73 316	318 398	94 504	163 846	189 032	68 578	486 219	555 561	9,8 %
2007	66 695	286 518	101 409	157 428	161 043	78 075	454 622	510 641	9,1 %
2008	61 542	261 814	102 618	149 342	135 947	79 226	425 974	472 699	8,4 %
2009	70 895	285 288	112 061	147 890	127 162	82 362	468 245	504 073	9,2 %
2010	67 145	278 971	117 138	144 221	125 762	85 922	463 254	490 336	9,0 %
2011	62 254	268 162	118 849	141 330	125 300	87 703	449 265	471 746	8,7 %
2012	56 417	270 031	118 499	138 506	119 715	86 924	444 947	464 954	8,6 %
2013	58 457	279 166	122 935	138 750	118 309	87 568	460 558	476 373	8,8 %
2014	52 293	275 531	131 492	136 438	111 788	93 816	459 316	464 262	8,7 %

Tableau 37

Classement des 10 années des CCI-DE par classe d'âge

T3	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)							Ratio (A) (pop. active)	
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A) y compris 50-59*		
1	2014	2008	2005	2014	2014	2005	2008	2014	2008
2	2012	2011	2006	2012	2013	2006	2012	2012	2012
3	2013	2012	2007	2013	2012	2007	2011	2011	2014
4	2008	2014	2008	2011	2011	2008	2007	2008	2011
5	2011	2010	2009	2010	2010	2009	2014	2013	2013
6	2007	2013	2010	2009	2009	2010	2013	2010	2010
7	2010	2009	2012	2008	2008	2012	2010	2009	2007
8	2009	2007	2011	2007	2007	2013	2009	2007	2009
9	2006	2006	2013	2006	2006	2011	2006	2006	2006
10	2005	2005	2014	2005	2005	2014	2005	2005	2005

* A réglementation constante c-à-d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Les tableaux 36 et 37 comparent les chiffres du 3^{ème} trimestre de chaque année des dix dernières années. Le premier tableau donne les chiffres absolus du 3^{ème} trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que le 3^{ème} trimestre 2014 se classe en 1^{ère} position chez les moins de 25 ans et en 4^{ème} position au sein de la classe des 25 à moins de 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise sur l'ensemble de la période par une hausse continue au cours de tous les trimestres à l'exception des années 2011-2012 caractérisées par une légère baisse/stagnation puis d'une reprise de la hausse à partir de 2013.

Rappelons toutefois que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et a été porté à 60 ans en début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée depuis 2013.

Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2014 arrive en première position dans le classement des 10 dernières années. Le ratio par rapport à la population active affiche une 3^{ème} place.

11.2

Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 38

Evolution sur 10 ans des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T3	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et +*	Total	
2005	124 025	5 915	43 296	59 587	108 799	232 824
2006	115 230	4 636	41 976	64 749	111 361	226 592
2007	105 984	3 377	40 036	70 340	113 752	219 737
2008	100 054	2 919	39 066	73 748	115 733	215 787
2009	94 094	2 643	37 147	78 059	117 849	211 942
2010	88 105	2 307	36 493	81 559	120 359	208 465
2011	82 143	1 897	34 587	82 009	118 492	200 635
2012	75 917	1 174	31 930	81 314	114 419	190 336
2013	68 757	690	29 234	80 580	110 504	179 261
2014	56 766	347	26 405	79 241	105 993	162 759

Tableau 39

Classement des 10 années des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

T3	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et +*	Total	
1	2014	2014	2014	2005	2014	2014
2	2013	2013	2013	2006	2005	2013
3	2012	2012	2012	2007	2013	2012
4	2011	2011	2011	2008	2006	2011
5	2010	2010	2010	2009	2007	2010
6	2009	2009	2009	2014	2012	2009
7	2008	2008	2008	2013	2008	2008
8	2007	2007	2007	2012	2009	2007
9	2006	2006	2006	2010	2011	2006
10	2005	2005	2005	2011	2010	2005

* L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation : 24 146 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T3 2014 (+ 25 843 chômeuses âgées dispensées, soit 49 989 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2014 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (79 241 unités). La forte hausse dans ce sous-groupe jusqu'en 2011 s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes. Depuis 2012, cette hausse se tasse progressivement et l'année 2014 occupe ainsi le 6^{ème} place dans le classement.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 56,0 % entre T2 2004 et T2 2014¹² - voir point 4.3).

¹² Eurostat – les chiffres de la population en milliers – EFT (lfsq_pganws)

11.3

Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 40

Evolution globale sur 10 ans des CCI-DE et des chômeurs avec complément d'entreprise et classement par année

T3		Tot. Général (A+ B)		Ratio (pop. âge trav.)
1	2012	610 439	2012	8,4 %
2	2013	613 853	2013	8,5 %
3	2008	621 870	2014	8,6 %
4	2014	622 075	2011	8,7 %
5	2011	625 787	2008	8,8 %
6	2010	649 024	2010	9,0 %
7	2007	654 063	2009	9,2 %
8	2009	658 797	2007	9,3 %
9	2006	691 325	2006	10,0 %
10	2005	708 474	2005	10,3 %

L'année 2014 arrive en 4^{ème} position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et chômeurs âgés dispensés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Avec un ratio de 8,6 % pour le groupe total par rapport à la population en âge de travailler, l'année 2014 obtient le 3^{ème} ratio le plus bas dans le classement.

11.4

Les chômeurs temporaires

Tableau 41

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T3	Chômeurs temporaires			
		Unités physiques		Unités budgétaires
1	2006	89 325	2006	21 804
2	2007	99 438	2007	23 376
3	2005	99 923	2014	23 503
4	2008	108 471	2005	23 561
5	2014	112 846	2008	24 366
6	2011	115 963	2013	25 333
7	2013	117 233	2011	26 586
8	2010	122 569	2012	28 908
9	2012	128 839	2010	30 248
10	2009	157 067	2009	41 029

Lorsque l'on retrace l'évolution du chômage temporaire en unités physiques depuis 2005, on constate que le 3^{ème} trimestre de l'année 2014 occupe la 5^{ème} place. Lorsque l'on relate l'évolution du chômage temporaire en unités budgétaires, l'année 2014 se situe en 3^{ème} position.

11.5

Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 42

Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
2005	65 025	29 988	49 269	144 282	2,9 %
2006	57 097	29 914	40 446	127 458	2,6 %
2007	49 852	29 496	35 550	114 898	2,3 %
2008	46 687	30 964	35 410	113 062	2,2 %
2009	51 341	30 947	44 145	126 432	2,5 %
2010	51 948	35 454	50 115	137 516	2,7 %
2011	48 688	36 926	49 257	134 871	2,6 %
2012	56 844	37 648	53 560	148 052	2,8 %
2013	58 541	39 140	57 739	155 420	3,0 %
2014	59 326	42 147	59 956	161 429	3,0 %

Tableau 43

Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T3	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés			Total	Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement		
1	2008	2007	2008	2008	2008
2	2011	2006	2007	2007	2007
3	2007	2005	2006	2009	2009
4	2009	2009	2009	2006	2006
5	2010	2008	2011	2011	2011
6	2012	2010	2005	2010	2010
7	2006	2011	2010	2005	2012
8	2013	2012	2012	2012	2005
9	2014	2013	2013	2013	2013
10	2005	2014	2014	2014	2014

Source : services régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. L'ensemble des demandeurs d'emploi se subdivise en effet en 2 catégories selon qu'ils sont occupés ou inoccupés. Or, certains demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés. Les tableaux ci-dessus rassemblent des données relatives aux demandeurs d'emploi inoccupés non-indemnisés ; ces données sont collectées auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 3^{èmes} trimestres 2013 et 2014, on constate une augmentation de 3,9 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés.

